

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugées en l'audience des saisies immobilières du Tribunal Judiciaire de CRETEIL (94000) Place du Palais, séant dite ville, au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et au dernier enchérisseur,

EN LA FORME PRESCRITE EN MATIERE DE SAISIES IMMOBILIERES

EN L'AUDIENCE DES SAISIES IMMOBILIERES DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CRETEIL (94), Place du Palais au Palais de Justice de ladite ville.

Aux requête, poursuites et diligences de **Maître Alain François SOUCHON**, Né le 14/05/1955 à Senlis (Oise), Mandataire Judiciaire au Redressement et à la Liquidation Judiciaire des Entreprises 6Bis Boulevard Jean-Baptiste Oudry 94000 CRETEIL, agissant en qualité de Liquidateur de la SAS PEROSA MANFREDI, dont le siège social est 14, avenue Joseph Cugnot – 94420 LE PLESSIS-TREVISE inscrit au RCS sous le numéro 302555107.

Ayant pour Avocat **Maître Michel MIORINI**, Avocat au Barreau du VAL DE MARNE, domicilié Bâtiment 4-9, 14 route Moulin Bateau 94380 BONNEUIL SUR MARNE, ☎ 01.60.90.13.83, Membre de la **SELAS ARFEUILLERE MIORINI**, ayant son siège social 4 rue Féray Résidence Le Féray 91100 CORBEIL ESSONNES ☎ 01.60.90.13.13 - email@miorini.com,

Lequel est constitué à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de vente et leurs suites.

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

La présente vente est poursuivie EN VERTU de l'ordonnance rendue par le Juge Commissaire le 10/09/2025 publiée au Service de la Publicité Foncière de MEAUX le 31/10/2025 sous la référence 7704P04 S00118, ci-après insérée :

ORDONNANCE

*VU le jugement du 27 novembre 2019
VU les articles L 642-18 et suivants du Code de Commerce,
VU les articles R 642-22 et suivants du Code de Commerce,
VU l'article R 642-29 et suivants du Code de Commerce,
VU le Décret n°2009-160 du 12 février 2009
VU la requête qui précède*

NOUS, CHAMPION. Grégory

Juge Commissaire à la Liquidation Judiciaire de la SAS PEROSA MANFREDI, dont le siège social est 14, avenue Joseph Cugnot – 94420 LE PLESSIS-TREVISE inscrit au RCS sous le numéro 302555107

En présence – en l'absence de Rui PEREIRA DE SOUSA né le 09/1966 à VILA DE OUREM (Portugal) demeurant 20 rue Condorcet 77340 PONTAULT-COMBAULT

Dûment convoqué en sa qualité de Président de la SAS,

Le requérant, dûment convoqué, mais représenté par Maître Michel MIORINI, Avocat au Barreau du VAL DE MARNE,

AUTORISONS Maître Alain François SOUCHON, Mandataire Liquidateur à la Liquidation Judiciaire de la SAS PEROSA MANFREDI, dont le siège social est 14, avenue Joseph Cugnot – 94420 LE PLESSIS-TREVISE inscrit au RCS sous le numéro 302555107 à poursuivre, devant le Tribunal Judiciaire de CRETEIL, la vente Judiciaire des terrains sis sur la Communes de MARLES EN BRIE (77610) Cadastre Section C 855 – C 856 – C 857 & C 869, lequel procédera sous la constitution de Maître Michel MIORINI, Avocat au Barreau du VAL DE MARNE, domicilié Bâtiment 4-9, 14 route Moulin Bateau 94380 BONNEUIL SUR MARNE, ☎ 01.60.90.13.83 membre de la SELAS ARFEUILLERE MIORINI, ayant son siège social 4 rue Féray – Résidence Le Féray 91100 CORBEIL ESSONNES ☎ 01.60.90.13.13 - email@miorini.com

ORDONNONS que les clauses du cahier des conditions de vente type pour les ventes sur Liquidations Judiciaire se substitueront à celles prévues dans le cahier des conditions de vente type utilisé pour les saisies immobilières.

ORDONNONS que conformément à l'article R. 642-29-1 du Code de Commerce, le cahier des conditions de vente est déposé par le poursuivant au greffe du juge de l'exécution du tribunal de grande instance compétent dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'ordonnance du juge-commissaire.

ORDONNONS que conformément à l'article R. 642-25 du Code de Commerce, le poursuivant ou le notaire commis établit un cahier des conditions de vente :

« Par exception à l'article 44 du décret n° 2006-936 du 27 juillet 2006 relatif aux procédures de saisie immobilière et de distribution du prix d'un immeuble, le cahier des conditions de vente contient :

« 1° L'énonciation de l'ordonnance qui a ordonné la vente avec la mention de sa publication ;

« 2° La désignation de l'immeuble à vendre, l'origine de propriété, les servitudes grevant l'immeuble, les baux consentis sur celui-ci et le procès-verbal de description ;

« 3° La mention de la mise à prix, des conditions de la vente et des modalités de paiement du prix selon les règles prévues au deuxième alinéa de l'article R. 643-3. ».

ORDONNONS que par exception aux sous-sections 2 et 4 de la section 1 et aux sections 2 et 3 du chapitre II du titre II du livre III du code des procédures civiles d'exécution, au plus tard le cinquième jour ouvrable suivant le dépôt du cahier des conditions de vente, le poursuivant avise, par acte d'huissier de justice, les créanciers inscrits à domicile élu et, si la vente porte sur un bien de la communauté, le conjoint du débiteur, de la date de l'audience d'adjudication. La

Cinquième page 

date est fixée, à sa diligence, dans un délai compris entre deux et quatre mois suivant celle de l'avis, sans qu'une audience d'orientation ne soit nécessaire.

FIXONS, conformément à l'article L. 642-22 du Code du Commerce, la mise à prix à la somme de cent dix mille euros (110.000 Euro) frais en sus.

ORDONNONS que faute d'enchère, elle pourra être immédiatement baissée d'un quart et éventuellement de la moitié.

ORDONNONS que la publicité annonçant la vente soit effectuée conformément à l'article R.322-32 du Code des Procédures Civiles d'Exécution et, les insertions sommaires seront effectuées dans les journaux suivants :

- Le Journal des Enchères
- Le Journal des Echos
- Le site internet VL IMMO.FR

Et tous autres journaux ou sites internet pouvant favoriser la vente.

ORDONNONS que, s'agissant de terrains, il convient de déroger au 10° de l'article 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, relatif à l'établissement d'un procès-verbal de description

ORDONNONS que tous les frais et honoraires afférents à la vente, y compris les honoraires du Publiciste la Société IMMOLEGAL, seront considérés comme frais de poursuites et compris dans les frais taxables préalables à la vente,

ORDONNONS que la présente Ordonnance soit publiée au Service de la Publicité Foncière compétent dans les conditions prévues à l'article Article R321-6 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

ORDONNONS enfin que conformément à l'article R642-23 du Code de Commerce, modifié par l'article 88 du Décret n°2009-160 du 12 février 2009, la présente Ordonnance sera notifiée à la diligence du greffier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au débiteur et aux créanciers inscrits à domicile élu dont les noms sont indiqués dans l'ordonnance.

ORDONNONS que les contrôleurs en soient également avisés de la présente ordonnance par le Greffier.

ORDONNONS que le présente Ordonnance produira les effets du commandement prévu à l'article R.321-1 du Code des Procédures Civiles d'Exécution ; elle sera publiée à la diligence du liquidateur ou du créancier poursuivant au bureau des hypothèques de la situation des biens, dans les conditions prévues pour ledit commandement.

ORDONNONS que Le conservateur des hypothèques procède à la formalité de publicité de l'ordonnance même si des commandements ont été antérieurement publiés. Ces commandements cessent de produire effet à compter de la publication de l'ordonnance.

Fait en notre Cabinet, au Tribunal de Commerce de CRETEIL,

Le 10/09/2025



Le Greffier
Isabelle Métayer

Sixième page

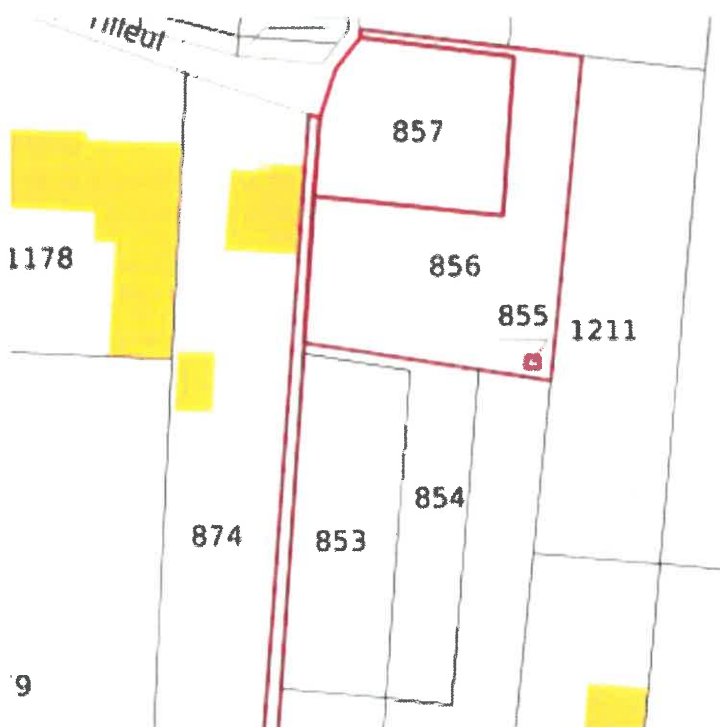
DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations de cette ordonnance.

Un terrain sis sur la Communes de MARLES EN BRIE (77610) Cadastré Section C 855 – C 856 – C 857 & C 869

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 077				Commune : 277			MARLES-EN-BRIE			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvol	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
C	0855			MARLES	0ha00a02ca					
C	0856			MARLES	0ha05a00ca					
C	0857			MARLES	0ha03a03ca					

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 077				Commune : 277			MARLES-EN-BRIE			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvol	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
C	0869			MARLES	0ha01a83ca					



Ainsi au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances, sans aucune exception ni réserve.

Extrait du rapport d'expertise établi par un expert missionné par Maître SOUCHON ci-après

Marles-en-Brie est une commune française située dans le département de Seine-et-Marne en région Île-de-France. Marles-en-Brie est une commune de la grande couronne de la région parisienne.

La commune est située à 43 km des portes de Paris, 29 km de Melun et 30 km de Meaux.

Elle est située à une quinzaine de minutes de Disneyland Paris et une vingtaine de minutes de Val d'Europe.



En 2018, la commune recense 1 730 habitants soit une variation annuelle moyenne de +3,1 % entre 2013 et 2018.

Marles-en-Brie est une commune rurale, car elle fait partie des communes peu ou très peu denses, au sens de la grille communale de densité de l'Insee.

En 2017, le nombre total de logements dans la commune était de 651 dont 88,8 % de maisons (maisons de ville, corps de ferme, pavillons, etc.) et 9,2 % d'appartements.

Parmi ces logements, 92,4 % étaient des résidences principales, 1,3 % des résidences secondaires et 6,3 % des logements vacants.

1 Environnement urbain


Transports en commun et voies routières

Voie routière :

Marles-en-Brie est traversée d'ouest en est par la départementale D 143.

La commune est accessible par la N36 et l'A4 (l'accès se trouvant à moins de 2km du bien à l'étude), permettant de la rendre aisément accessible en voiture.

Transilien :

◊  : Paris Est – Crécy la Chapelle – Coulommiers – Provins – La Ferté Milon – Château Thierry
Gare de Marles-en-Brie situé à 1,5 km du bien à l'étude

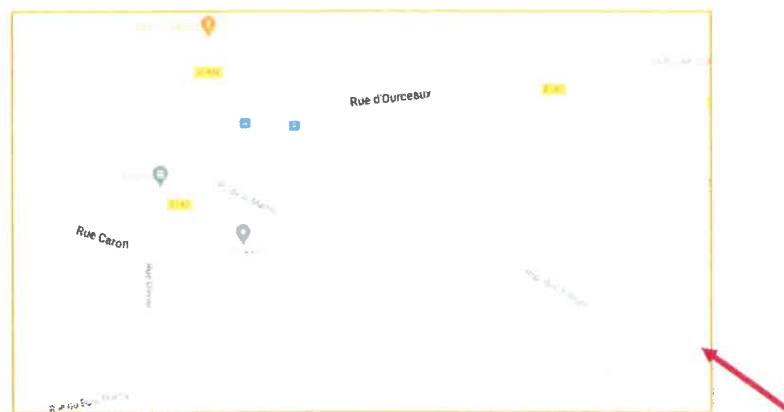
Bus :

Six lignes de bus se trouve sur la Place de la Marie, au pieds du bien à l'étude : 21 10 28A 33 28C 39

Education

Marles-en-Brie est située dans l'académie de Créteil. La commune dispose d'une école maternelle et élémentaire.

2- Situation



- ⇒ Le terrain à l'étude est accessible par l'impasse carrossable des Tilleuls débutant sur la Place de la Marie (voir ci-dessus) ;
- ⇒ Il est également possible d'emprunter le chemin rural de 2,02 m de largeur (cf-ci-dessous), débutant sur la Rue de la Brèche aux Loups ;

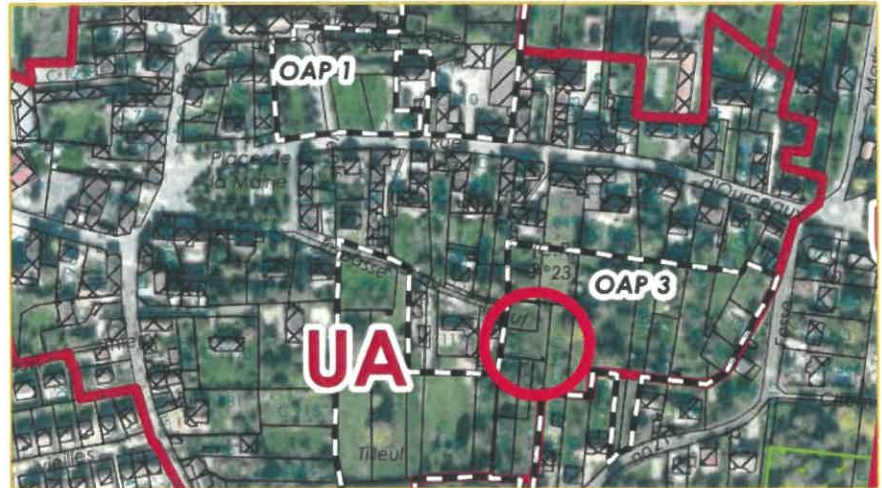
Terrain à l'étude



- ⇒ Le terrain à l'étude se situe au centre du bourg, à proximité de la Place de la Mairie.
- ⇒ Il s'agit d'un quartier d'habitat traditionnel et pavillonnaire

4- Urbanisme

Le plan Local d'Urbanisme (PLU) de Marles-en-Brie, a été approuvé par délibération du conseil municipal du 17 février 2020.



Le terrain à l'étude se trouve dans la zone UA. La zone UA correspond au tissu urbain ancien traditionnel du territoire comportant des équipements publics existants d'une capacité suffisante pour desservir les constructions futures.

Dans l'ensemble de la zone UA :

Afin de « favoriser la densification du tissu urbain » (objectif du PADD), tout en préservant la morphologie ancienne du centre-bourg, le règlement :

- ◇ Impose une implantation des constructions dans une bande de 30 mètres mesurées depuis la voie de desserte publique ou privée existante ou à créer située en zone constructible. La façade de la construction principale doit être implantée entre 0 et 15 mètres. Dans cette bande constructible de 30 mètres, les constructions peuvent être implantées à l'alignement ou en retrait de 15 mètres de la voie de desserte publique ou privée existante ou à créer située en zone constructible. (Article 6).
- ◇ Les constructions peuvent s'implanter sur une ou plusieurs limites séparatives, ou en recul des limites séparatives en respectant un recul d'au moins 3,5 mètres en cas de façade aveugle et 8 mètres en cas de façade comportant au moins une ouverture uniquement en rez-de-chaussée (Article 7).
- ◇ L'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 65% de l'unité foncière.
- ◇ Permet une hauteur maximum des constructions de 12 mètres maximum au faitage. (Article 10). Les annexes ne doivent pas dépasser 6 mètres au faitage ou 3 mètres en cas de toiture monopente.
- ◇ Des hauteurs équivalentes, dans le cas d'extension de constructions existantes supérieures à 12 mètres. (Article 10)

- ◊ Le règlement de la zone UA impose des prescriptions en matière de volumes, d'aspect des toitures, des façades, des ouvertures, et de clôtures-portails. (Article 11)
- ◊ Afin de limiter l'impact des véhicules sur le domaine public, le règlement impose qu'en cas de changement de destination d'une construction existante, le stationnement soit prévu au sein même de l'unité foncière. Pour les constructions nouvelles, le règlement impose de manière différenciée, la réalisation de places de stationnement en fonction de la destination des constructions. Un minimum de deux places de stationnement par logement est imposé. (Article 12)
- ◊ Afin de préserver des surfaces perméables au sein du tissu urbain, le règlement impose un minimum 30% de l'unité foncière, en espaces verts. (Article 13)
- ◊ Afin de « permettre le développement des communications numériques » le règlement impose que les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre optique soient mis en place entre la voie et les bâtiments (Article 16).

À plus petite échelle, on constate que le terrain appartient à une Opération d'aménagement et de programmation (OAP). Au sein du plan local d'urbanisme (PLU), les OAP expriment de manière qualitative les ambitions et la stratégie d'une collectivité territoriale en termes d'aménagement.

Il est question dans le présent cas de l'OAP n° 3

Schéma du principe OAP Impasse des Lillets



Contexte et enjeu

La zone se situe en plein cœur de bourg sur une superficie de 2,13 hectares. La zone en cœur d'îlot entre les rues d'Ourceaux, rue de la Brèche aux Loups et la rue Olivier. Il s'agit d'une zone dans un contexte à la fois d'habitat pavillonnaire et d'habitat traditionnel. Sur les rues, Olivier et d'Ourceaux, l'habitat qui domine est un habitat ancien, avec des parcelles ayant pignon sur rue, des largeurs assez faibles pour une profondeur importante. La zone d'étude se situe à environ 100 mètres de la Mairie et de la Place. La présence de servitudes AC1 (Monument historique) devra être prise en compte dans l'aménagement.

La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère

Le projet prévoit la construction d'habitat individuel, les constructions principales doivent être implantées en retrait depuis la voie de façon à pouvoir accueillir du stationnement. L'emprise au sol ne pourra excéder 40% de la superficie de l'unité foncière de façon à conserver des îlots verts en fonds de jardins. La hauteur des constructions est fixée à 6 mètres maximum à l'égout du toit sans jamais dépasser 10 mètres au faîtage afin d'assurer une bonne insertion dans le contexte paysagé. Il conviendra de préserver et/ou de renforcer la couture paysagère existante sur les limites Sud et Ouest de la zone de projet, de prendre en compte l'arbre à protéger.

La mixité fonctionnelle et sociale

La zone de l'OAP sera dédiée à l'implantation de logements individuels avec possibilité de bureau et de commerces. Il est prévu une réceptivité maximale de 30 logements avec une densité moyenne de 15 logements par hectare.

La qualité environnementale et prévention des risques

La zone de projet se situe sur un aléa faible de retrait gonflement des argiles. Il n'y a pas de zones humides avérées d'après le SAGE de l'Yerres. Cette zone ne présente aucun risque majeur, ni de contraintes environnementales majeures. Pour faciliter la gestion des eaux pluviales il est prévu la création d'espaces verts par gestion des eaux par rétention et infiltration sur les secteurs mentionnés au schéma de principe de l'OAP et le long des voies à créer.

Les besoins en matière de stationnement

Le règlement prévoit au minimum 2 places par logements, il sera réalisé en plus deux places de stationnement visiteur par tranche entamée de 3 logements. Le règlement de la zone UA complète les dispositions spécifiques notamment sur l'article 12.

La desserte en transports en commun

L'arrêt de bus le plus proche se situe Place de la Mairie, arrêt « Mairie » à 100 mètres de la zone de projet. Il s'agit du réseau Transdev desservant les villes de LA HOUSAYE, MARLES EN BRIE ET LA GARE SNCF, ET LA COMMUNE DE LUMIGNY-LES-ORMEAUX...

II. DESIGNATION DU BIEN

1. Descriptif du bien

- ⇒ Les parcelles se trouvent au fond de l'impasse des Tilleuls
- ⇒ Les parcelles sont de configuration régulière et pourraient permettre l'implantation d'une ou éventuellement de deux maisons individuelles (sous réserve d'un CU opérationnel positif)
- ⇒ Elles disposent de toute desserte directe sur la voie

Vues aériennes des parcelles



Vues sur le terrain depuis l'impasse des Tilleuls



2. Situation juridique et locative

Parcelles non encombrées, libres.

L'extrait du rapport d'expertise est donné à titre purement indicatif.

L'adjudicataire fera son affaire personnelle de la situation du terrain au jour de la vente, sans recours contre le vendeur.

S'agissant d'un terrain, aucun Procès-Verbal de Description n'est nécessaire.

Ces biens sont la propriété de de la SAS PEROSA MANFREDI, dont le siège social est 14, avenue Joseph Cugnot – 94420 LE PLESSIS-TREVERSE inscrit au RCS sous le numéro 302555107.

ORIGINE DE PROPRIETE

Du Chef de la partie saisie :

Les parcelles Cadastrees Section C 855 – C 856 & C 869 ont été acquises aux termes d'un acte établi par Maître SCHAFFRES, Notaire à FONTENAY-TRESIGNY en date du 01/12/1984 publié au Service de la Publicité Foncière le 09/01/1985 sous la référence 2560 n°13.

La parcelle Cadastree Section C 857 a été acquise aux termes d'un acte établi par Maître SCHAFFRES, Notaire à FONTENAY-TRESIGNY en date du 20/09/1991 publié au Service de la Publicité Foncière le 17/10/1991 sous la référence 1991 P 4066.

Les parcelles C 857 – C 856 – C 855 se trouvent au fond de l'impasse des Tilleuls et sont de configuration régulière.

Origine antérieure :

L'origine de propriété antérieure est énoncée dans la note demeurée jointe et annexée aux actes ci-dessus cités

VENTE DES ACTIFS IMMOBILIERS DEPENDANT D'UNE LIQUIDATION JUDICIAIRE

Annexe créée par décision de l'AG du CNB du 10-05-2010, Modifiée par l'AG du CNB des 16 et 17-11-2018, DCN n° 2018-002, en attente de publication au J.O.

Chapitre 1er : Dispositions générales

ARTICLE 1ER – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles L. 642-18 et suivants et les articles R. 642-22 et suivants du code de commerce.

ARTICLE 2 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant ou le débiteur pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

ARTICLE 3 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux régulièrement conclus.

L'acquéreur pourra faire annuler les conventions qui auraient été conclues en fraude des règles du droit des entreprises en difficulté.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés au débiteur et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de celui-ci.

ARTICLE 4 – PRÉEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILÉS

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité sera remise au liquidateur à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 6 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II : Enchères

ARTICLE 7 – RÉCEPTION DES ENCHÈRES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 8 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUÉREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restituée en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est remise au liquidateur pour être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 9 – SURENCHÈRE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 10 – RÉITÉRATION DES ENCHÈRES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du poursuivant ou du liquidateur s'il n'est pas poursuivant, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322- 12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère à compter du jour où la vente est devenue définitive. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de cinq mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra au liquidateur.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DE PROPRIÉTÉ

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 12 – VERSEMENT DU PRIX DE LA VENTE FORCÉE

Au plus tard à l'expiration du délai de trois mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du liquidateur, qui en délivrera reçu.

L'acquéreur sera redevable d'un intérêt au taux légal à compter de l'adjudication définitive.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de trois mois fixés par l'article R. 643-3 du Code de commerce, supportera le coût de l'inscription du privilège du liquidateur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

ARTICLE 13 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES ÉMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de la vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 14 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 15 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUÉREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

ARTICLE 16 – DÉLIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans les deux mois de sa date ou, en cas d'appel, dans les deux mois de l'arrêt confirmatif, de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, et de notifier au poursuivant l'accomplissement de cette formalité, le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués au liquidateur.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du poursuivant pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 17 – ENTRÉE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues, le tout, sans préjudice pour le liquidateur judiciaire et pour l'adjudicataire qui en tient les droits ès-qualités de solliciter la nullité du bail sur le fondement de l'article L. 631-1, 2°, 3° ou 4° ci-dessous rappelés :

« 2° Tout contrat commutatif dans lequel les obligations du débiteur excèdent notablement celles de l'autre partie

3° Tout paiement, quel qu'en ait été le mode, pour dettes non échues au jour du paiement ;

4° Tout paiement pour dettes échues, fait autrement qu'en espèces, effets de commerce, virements, bordereaux de cession visés par la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ou tout autre mode de paiement communément admis dans les relations d'affaires ».

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du débiteur, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 18 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du liquidateur et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 19 – TITRES DE PROPRIETE

Le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

ARTICLE 20 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège dans les conditions prévues par le Code de commerce en matière de liquidation judiciaire.

L'acquéreur peut alors demander au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander la collocation au liquidateur, au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

A défaut, le liquidateur judiciaire doit solliciter la radiation conformément à l'article R. 643-8 du Code de commerce.

ARTICLE 21 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V : Clauses spécifiques

ARTICLE 22 – IMMEUBLE EN COPROPRIÉTÉ

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 23 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 24 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le Juge Commissaire, soit :

110.000 €uro (Cent dix milles €uro)

Faute d'enchère, la mise à prix pourra immédiatement être baissée d'un quart et de la moitié.

Fait à CORBEIL ESSONNES, le 18/11/2025

Michel MIORINI

A handwritten signature in dark ink, consisting of several overlapping loops and a final horizontal stroke, positioned to the right of the printed name.

Suivent :

- l'état sur publication
- Les renseignements d'urbanisme

ETAT SUR PUBLICATION



N° 11194*03
DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES
Formulaire obligatoire
Décret n° 55-1350 du 14/10/1955, art. 39



N° 3233-SD
(01-2013)
@internet-DGFIP

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

N° de la demande : 31/10/2025
Déposée le : 9.09.5 F 340
Références du dossier : 9.09.5 S 1 A

Demande de renseignements ⁽¹⁾
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

INFORMATIONS RELATIVES A LA DEMANDE	IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR ⁽²⁾
<input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : Ordonnance du Juge Commissaire ordonnant la vente sur liquidation judiciaire NOS REFS. 2024.079 Service de dépôt : MEAUX	M AVOCATS ASSOCIES MIORINI Résidence le Féray 4 rue Féray 91100 CORBEIL ESSONNES RETOUR PAR MAIL - MERCI Adresse courriel ⁽³⁾ : email@miorini.com Téléphone : 0160901313 A CORBEIL ESSONNES, le 29/10/2025 Signature
CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION	
Formalité du Vol. N°	

COUT	
Demande principale :	= 12 €
Nombre de feuilles intercalaires :	
- nombre de personnes supplémentaires :	x € = 0 €
- nombre d'immeubles supplémentaires :	3 x 12 € = 36 €
Frais de renvoi :	€
<input type="checkbox"/> règlement joint <input type="checkbox"/> compte usager	
TOTAL = 48,00 €	

MODE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration)	
<input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'utilisateur :	QUITTANCE :

PÉRIODE DE DELIVRANCE		
POINT DE DEPART	- Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le	TERME - Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'au date réception demande inclusivement.

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

IDENTIFICATION DES PERSONNES (toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié). Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser l'imprimé n° 3234-SD.				
N°	Personnes physiques : Personnes morales :	Nom Forme juridique ou dénomination	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ⁽⁴⁾	Date et lieu de naissance N° SIREN
1				
2				
3				

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES (toute erreur dégage la responsabilité de l'Etat - art. 8-1 et 9 du décret du 04/01/1955 modifié). Si le nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser l'imprimé n° 3234-SD.				
N°	Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de volume	Numéro de lot de copropriété
1	MARLES EN BRIE (77610)	C855		
2		C856		
3		C857		
4		C869		
5				

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

☐ **DEMANDE IRREGULIERE**

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

☐ défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF)

☐ demande non signée et/ou non datée

☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles

☐ défaut de paiement

☐ demande irrégulière en la forme

☐ autre :

☐ **REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**

Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ⁽⁵⁾ qu'il n'existe, dans sa documentation :

☐ aucune formalité.

☐ que les formalités indiquées dans l'état ci-joint.

☐ que les seules formalités figurant sur les faces de copies de fiches ci-jointes.

le

*Pour le service de la publicité foncière,
le comptable des finances publiques,*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent :
elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

⁽⁴⁾ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

⁽⁵⁾ Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

CERTIFICAT DE DEPOT DU 16/10/2025 AU 31/10/2025

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop Imm./Contre"	Numéro d'archivage Provisoire
31/10/ 2025 D27669	LIQUIDATION JUDICIAIRE JUGE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CRETEIL CRETEIL	28/10/2025	LIQUIDATEUR JUDICIAIRE SAS PEROSA MANFREDI	7704P04 S00118

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 70 pages y compris le certificat.

II. - IMMEUBLES RURAUX (suite)					A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)		
N° de plan	Section	N° de plan	Section	N° de plan	Immatriculation	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immatriculation	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55		404		153						
56		405		154						
57		406		155						
58		407		156						
59		408		157						
60		409		158						
61		410		159						
62		411		160						
63		412		161						
64		413		162						
65		414		163						
66		415		164						
67		416		165						
68		417		166						
69		418		167						
70		419		168						
71		420		169						
72		421		170						
73		422		171						
74		423		172						
75		424		173						
76		425		174						
77		426		175						
78		427		176						
79		428		177						
80		429		178						
81		430		179						
82		431		180						
83		432		181						
84		433		182						
85		434		183						
86		435		184						
87		436		185						
88		437		186						
89		438		187						
90		439		188						
91		440		189						
92		441		190						
93		442		191						
94		443		192						
95		444		193						
96		445		194						
97		446		195						
98		447		196						
99		448		197						
100		449		198						
101		450		199						
102		451		200						
103		452		201						
104		453		202						
105		454		203						
106		455		204						
107		456		205						
108		457		206						
109		458		207						
110		459		208						
111		460		209						
112		461		210						
113		462		211						
114		463		212						
115		464		213						
116		465		214						
117		466		215						
118		467		216						
119		468		217						
120		469		218						
121		470		219						
122		471		220						
123		472		221						
124		473		222						
125		474		223						
126		475		224						
127		476		225						
128		477		226						
129		478		227						
130		479		228						
131		480		229						
132		481		230						
133		482		231						
134		483		232						
135		484		233						
136		485		234						
137		486		235						
138		487		236						
139		488		237						
140		489		238						
141		490		239						
142		491		240						
143		492		241						
144		493		242						
145		494		243						
146		495		244						
147		496		245						
148		497		246						
149		498		247						
150		499		248						
151		500		249						
152		501		250						
153		502		251						
154		503		252						
155		504		253						
156		505		254						
157		506		255						
158		507		256						
159		508		257						
160		509		258						
161		510		259						
162		511		260						
163		512		261						
164		513		262						
165		514		263						
166		515		264						
167		516		265						
168		517		266						
169		518		267						
170		519		268						
171		520		269						
172		521		270						
173		522		271						
174		523		272						
175		524		273						
176		525		274						
177		526		275						
178		527		276						
179		528		277						
180		529		278						
181		530		279						
182		531		280						
183		532		281						
184		533		282						
185		534		283						
186		535		284						
187		536		285						
188		537		286						
189		538		287						
190		539		288						
191		540		289						
192		541		290						
193		542		291						
194		543		292						
195		544		293						
196		545		294						
197		546		295						
198		547		296						
199		548		297						
200		549		298						
201		550		299						
202		551		300						
203		552		301						
204		553		302						
205		554		303						
206		555		304						
207		556		305						
208		557		306						
209		558		307						
210		559		308						
211		560		309						
212		561		310						
213		562		311						
214		563		312						
215		564		313						
216		565		314						
217		566		315						
218		567		316						
219		568		317						
220		569		318						
221		570		319						
222		571		320						
223		572		321						
224		573		322						
225		574		323						
226		575		324						
227		576		325						
228		577		326						
229		578		327						
230		579		328						
231		580		329						
232		581		330						
233		582		331						
234		583		332						
235		584		333						
236		585		334						
237		586		335						
238		587		336						
239		588		337						
240		589		338						
241		590		339						
242		591		340						
243		592		341						
244		593		342						
245		594		343						
246		595		344						
247		596		345						
248		597		346						
249		598		347						

[illegible]

II. - IMMEUBLES RURAUX (suite)									
A. - MUTATIONS ET SERVICES ACTIFS (suite)					B. - CHANGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)				
N° de plan	Section	N° de plan	Section	N° de plan	Immobilié	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immobilié	Observations
55		104		153		ME SCHAFFNER NOUVE à LONTENAY TRESIGNY			
56		105		154		De BOSCHET mē le 21.2.1988			
57		106		155		et son épouse DAVID mē le 18.4.1988			
58		107		156		Privi: 100 000			
59		108		157					
60		109		158					
61		110		159					
62		111		160					
63		112		161					
64		113		162					
65		114		163					
66		115		164					
67		116		165					
68		117		166					
69		118		167					
70		119		168					
71		120		169					
72		121		170					
73		122		171					
74		123		172					
75		124		173					
76		125		174					
77		126		175					
78		127		176					
79		128		177					
80		129		178					
81		130		179					
82		131		180					
83		132		181					
84		133		182					
85		134		183					
86		135		184					
87		136		185					
88		137		186					
89		138		187					
90		139		188					
91		140		189					
92		141		190					
93		142		191					
94		143		192					
95		144		193					
96		145		194					
97		146		195					
98		147		196					
99		148		197					
100		149		198					
101		150		199					
102		151		200					
103		152							
104									
105									
106									
107									
108									
109									
110									
111									
112									
113									
114									
115									
116									
117									
118									
119									
120									
121									
122									
123									
124									
125									
126									
127									
128									
129									
130									
131									
132									
133									
134									
135									
136									
137									
138									
139									
140									
141									
142									
143									
144									
145									
146									
147									
148									
149									
150									
151									
152									
153									
154									
155									
156									
157									
158									
159									
160									
161									
162									
163									
164									
165									
166									
167									
168									
169									
170									
171									
172									
173									
174									
175									
176									
177									
178									
179									
180									
181									
182									
183									
184									
185									
186									
187									
188									
189									
190									
191									
192									
193									
194									
195									
196									
197									
198									
199									
200									
201									
202									
203									
204									
205									
206									
207									
208									
209									
210									
211									
212									
213									
214									
215									
216									
217									
218									
219									
220									
221									
222									
223									
224									
225									
226									
227									
228									
229									
230									
231									
232									
233									
234									
235									
236									
237									
238									
239									
240									
241									
242									
243									
244									
245									
246									
247									
248									
249									
250									
251									
252									
253									
254									
255									
256									
257									
258									
259									
260									
261									
262									
263									
264									
265									
266									
267									
268									
269									
270									
271									
272									
273									
274									
275									
276									
277									
278									
279									
280									
281									
282									
283									
284									
285									

FICHE N° 16 Commune Marles en Brie

NOM : Commune de MARLES en Brie

Prénoms :
 Epoux :
 Epoux :

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX
 (Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de biens des immeubles dans les annexes figurant au tableau I)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Immeubles	Date, numéro et nature des formalités	Observations	Immeubles	Date, numéro et nature des formalités	Observations
M15	30.11.1998 vol 1998P03805 ACQUISITION du 29 octobre 1998 de SCHAFFNER Notaire à Fontenay-Trésigny. Des JOLIE BEUENET mes les 23.1.1998 et 7.10.1940. Prix : 15 000 F				
M17	30 juin 1999 vol 1999P0227 VENTE du 9.6.1999 Ma LEGRASSEUR. OPAPE. VILLE: Moulin à MORTRENF avec la partie attenante de Ma SCHAFFNER notaire Fontenay-Trésigny et GUILDICELLI SENDERA ne le 9.11.1967 et MASOIT né le 26.9.1970 Prix : 120 000 F				
M18	Après Division de 24 213 9 En 24 564 et 24 565 23.12.1999 vol 1999P0228 ACQUISITION du 26 Novembre 1999 Repart/Indemnité				

B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

II. — IMMEUBLES RURAUX

N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section
1		19		37	
2		20		38	
3		21		39	
4		22		40	
5		23		41	
6		24		42	
7		25		43	
8		26		44	
9		27		45	
10		28		46	
11		29		47	
12		30		48	
13		31		49	
14		32		50	
15		33		51	
16		34		52	
17		35		53	
18		36		54	

II. - IMMEUBLES RURAUX (suite)									
A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)					B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)				
N° de plan	Section	N° de plan	Section	N° de plan	Immatriculation	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immatriculation	Observations
55		104		183	70-71	31/10-8 1995 VOL 1935 P 2324 VENTE 13.3.1995 M. LEVASSOUR Catherine née à Montreuil DESCADEILLAS née le 16.5.1954 Prix : 335 000 F	Acq 32		
56		105		184					
57		106		185					
58		107		186					
59		108		187					
60		109		188					
61		110		189					
62		111		190					
63		112		191					
64		113		192					
65		114		193					
66		115		194					
67		116		195					
68		117		196					
69		118		197					
70		119		198					
71		120		199					
72		121		200					
73		122		201					
74		123		202					
75		124		203					
76		125		204					
77		126		205					
78		127		206					
79		128		207					
80		129		208					
81		130		209					
82		131		210					
83		132		211					
84		133		212					
85		134		213					
86		135		214					
87		136		215					
88		137		216					
89		138		217					
90		139		218					
91		140		219					
92		141		220					
93		142		221					
94		143		222					
95		144		223					
96		145		224					
97		146		225					
98		147		226					
99		148		227					
100		149		228					
101		150		229					
102		151		230					
103		152		231					
					413-114	10/11/1988 VOL 1988 P n° 3075 ACQUISITION DU 17/9/1988 M. SCHAFFNER notaire à FONTENAY TREIGNY de COQUELET né le 24/10/1935 et son épouse LAFONTAINE née le 4/5/1941 Par la Commune de MILES EN BRIE Droit de gaur et droit d'exploitation sur les parcelles C 748 - 1 em.	voir fiche 16		

50 2280 - IN 6 477073 N. 29 F - JANUARY 1986

II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)					A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)				B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)		
Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	
55					12 56	A 55 devent. 24 175.					
56	104				21 57	" 24 178.					
57	105				22 58	" 24 180.					
58	106				23 59	" 24 181.					
59	107				24 60	" 24 182.					
60	108				25 61	" 24 183.					
61	109				26 62	" 24 184.					
62	110				27 63	" 24 185.					
63	111				28 64	" 24 186.					
64	112				29 65	" 24 187.					
65	113				30 66	" 24 188.					
66	114				31 67	" 24 189.					
67	115				32 68	" 24 190.					
68	116				33 69	" 24 191.					
69	117				34 70	" 24 192.					
70	118				35 71	" 24 193.					
71	119				36 72	" 24 194.					
72	120				37 73	" 24 195.					
73	121				38 74	" 24 196.					
74	122				39 75	" 24 197.					
75	123				40 76	" 24 198.					
76	124				41 77	" 24 199.					
77	125				42 78	" 24 200.					
78	126				43 79	" 24 201.					
79	127				44 80	" 24 202.					
80	128				45 81	" 24 203.					
81	129				46 82	" 24 204.					
82	130				47 83	" 24 205.					
83	131				48 84	" 24 206.					
84	132				49 85	" 24 207.					
85	133				50 86	" 24 208.					
86	134				51 87	" 24 209.					
87	135				52 88	" 24 210.					
88	136				53 89	" 24 211.					
89	137				54 90	" 24 212.					
90	138				55 91	" 24 213.					
91	139				56 92	" 24 214.					
92	140				57 93	" 24 215.					
93	141				58 94	" 24 216.					
94	142				59 95	" 24 217.					
95	143				60 96	" 24 218.					
96	144				61 97	" 24 219.					
97	145				62 98	" 24 220.					
98	146				63 99	" 24 221.					
99	147				64 100	" 24 222.					
100	148				65 101	" 24 223.					
101	149				66 102	" 24 224.					
102	150				67 103	" 24 225.					
103	151				68 104	" 24 226.					

Seule fiche 15

ST 150

FICHE No 14		Commune		Marles-en-Brie		NOM		Commune de Marles en Brie		72	
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y
Z	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y
Z	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y
Z	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y
Z	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	

Autres fiches A créées au nom de l'adressé		Prénoms :	
N° C ^{me}	N° C ^{me}	Exp :	Exp : né le A
N° C ^{me}	N° C ^{me}	Exp :	Exp : né le A

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES				B. - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES			
Immatriculation	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Observations				
48	24-10-1983 NR 3253-0023 Régularisation du 5-10-1983 N° Schaffner & Fontenay L'Éclair DE BEUGNIET n° 6-19- 1983 Pin: 800000F						
28	5-1-1990 n° 323 PV de changement de destination N° 232 du 5-1-1989 Service des cultures de Collombes - la parcelle cadastrée D 434 devenue ZH 120 D 430 devenue ZH 124-1	824 F					
12 - 119	1990 P 03371 PV de changement de numérotation n° 252 du 12/10/1990 Service des Collombes de Collombes	Req 9					
14 - 50	24-51 D 534 devient ZA 453-P						
14 - 55	12-11-1990 n° 1990 P 03371 PV de changement de numérotation n° 158 du 26-10-1990 Cadastré de Collombes A 51-devient- ZA 473-P	comm 8					

II. - IMMEUBLES RURAUX (suite)					A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)		
Secteur	N° du plan	Secteur	N° du plan	Secteur	Immobilié	Date, numéro et nature des formalités	Observations	Immobilié	Date, numéro et nature des formalités	Observations
55						8 AVRIL 1987 VOL de la commune de Saint-Jean				
56	104					P.V. DE REMEMBRANCE de la commune de Saint-Jean				
57	105					DU 8 AVRIL 1987				
58	106					PAR. CEDEE				
59	107					PAR. RECUE				
60	108									
61	109									
62	110					8 AVRIL 1987 VOL de la commune de Saint-Jean				
63	111					P.V. DE REMEMBRANCE de la commune de Saint-Jean				
64	112					DU 8 AVRIL 1987				
65	113					PAR. CEDEE				
66	114					PAR. RECUE				
67	115									
68	116									
69	117									
70	118									
71	119									
72	120									
73	121									
74	122									
75	123									
76	124									
77	125									
78	126									
79	127									
80	128									
81	129									
82	130									
83	131									
84	132									
85	133									
86	134									
87	135									
88	136									
89	137									
90	138									
91	139									
92	140									
93	141									
94	142									
95	143									
96	144									
97	145									
98	146									
99	147									
100	148									
101	149									
102	150									
103	151									
	152									
	153									
	154									
	155									
	156									
	157									
	158									
	159									
	160									
	161									
	162									
	163									
	164									
	165									
	166									
	167									
	168									
	169									
	170									
	171									
	172									
	173									
	174									
	175									
	176									
	177									
	178									
	179									
	180									
	181									
	182									
	183									
	184									
	185									
	186									
	187									
	188									
	189									
	190									
	191									
	192									
	193									
	194									
	195									
	196									
	197									
	198									
	199									
	200									
	201									
	202									
	203									

STIC

[illegible]

		Autres fiches A créées au nom de l'intéressé			Prénoms :	
N°	C ^{de}	N°	C ^{de}	Epx :	mé le	A
N°	C ^{de}	N°	C ^{de}	Epx :	mé le	A
N°	C ^{de}	N°	C ^{de}	Epx :	mé le	A

	Adresses (rues et numéros)
1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	
29	
30	
31	
32	
33	
34	
35	
36	
37	
38	
39	
40	
41	
42	
43	
44	
45	
46	
47	
48	
49	
50	
51	
52	
53	
54	
55	
56	
57	
58	
59	
60	
61	
62	
63	
64	
65	
66	
67	
68	
69	
70	
71	
72	
73	
74	
75	
76	
77	
78	
79	
80	
81	
82	
83	
84	
85	
86	
87	
88	
89	
90	
91	
92	
93	
94	
95	
96	
97	
98	
99	
100	

ZA 480	Dr. Nave de Chabon	1938
--------	--------------------	------

[illegible][illegible]

2A	599	-	1	Wheeler, Barbara	1940	12/1
2A	599	-	1	Wheeler, Barbara	1940	12/1

[illegible][illegible][illegible][illegible]

20	00	2031	P.V. de Chocoma, cant. de Huancabamba, 17-18
44	00	..	
50	00	..	

[illegible][illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)										A - MUTATIONS		SERVITUDES ACTIVES (Suite)		B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Suite)	
N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	
55	2A	133	104	2A	75	153				de PEIREMENTAIRE 253.140 Prix: 300 F		69-70-71	1-1-1990. Vol. 1990. J. n° 46. report A32		
56	2A	134	105	2A	76	154									
57	2A	135	106	2A	77	155									
58	2A	136	107	2A	78	156									
59	2A	137	108	2A	79	157									
60	2A	138	109	2A	80	158									
61	2A	139	110	2A	81	159									
62	2A	140	111	2A	82	160									
63	2A	141	112	2A	83	161									
64	2A	142	113	2A	84	162									
65	2A	143	114	2A	85	163									
66	2A	144	115	2A	86	164									
67	2A	145	116	2A	87	165									
68	2A	146	117	2A	88	166									
69	2A	147	118	2A	89	167									
70	2A	148	119	2A	90	168									
71	2A	149	120	2A	91	169									
72	2A	150	121	2A	92	170									
73	2A	151	122	2A	93	171									
74	2A	152	123	2A	94	172									
75	2A	153	124	2A	95	173									
76	2A	154	125	2A	96	174									
77	2A	155	126	2A	97	175									
78	2A	156	127	2A	98	176									
79	2A	157	128	2A	99	177									
80	2A	158	129	2A	100	178									
81	2A	159	130	2A	101	179									
82	2A	160	131	2A	102	180									
83	2A	161	132	2A	103	181									
84	2A	162	133	2A	104	182									
85	2A	163	134	2A	105	183									
86	2A	164	135	2A	106	184									
87	2A	165	136	2A	107	185									
88	2A	166	137	2A	108	186									
89	2A	167	138	2A	109	187									
90	2A	168	139	2A	110	188									
91	2A	169	140	2A	111	189									
92	2A	170	141	2A	112	190									
93	2A	171	142	2A	113	191									
94	2A	172	143	2A	114	192									
95	2A	173	144	2A	115	193									
96	2A	174	145	2A	116	194									
97	2A	175	146	2A	117	195									
98	2A	176	147	2A	118	196									
99	2A	177	148	2A	119	197									
100	2A	178	149	2A	120	198									
101	2A	179	150	2A	121	199									
102	2A	180	151	2A	122	200									
103	2A	181	152	2A	123										
104	2A	182	153	2A	124										
105	2A	183	154	2A	125										
106	2A	184	155	2A	126										
107	2A	185	156	2A	127										
108	2A	186	157	2A	128										
109	2A	187	158	2A	129										
110	2A	188	159	2A	130										
111	2A	189	160	2A	131										
112	2A	190	161	2A	132										
113	2A	191	162	2A	133										
114	2A	192	163	2A	134										
115	2A	193	164	2A	135										
116	2A	194	165	2A	136										
117	2A	195	166	2A	137										
118	2A	196	167	2A	138										
119	2A	197	168	2A	139										
120	2A	198	169	2A	140										
121	2A	199	170	2A	141										
122	2A	200	171	2A	142										
123	2A		172	2A	143										
124	2A		173	2A	144										
125	2A		174	2A	145										
126	2A		175	2A	146										
127	2A		176	2A	147										
128	2A		177	2A	148										
129	2A		178	2A	149										
130	2A		179	2A	150										
131	2A		180	2A	151										
132	2A		181	2A	152										
133	2A		182	2A	153										
134	2A		183	2A	154										
135	2A		184	2A	155										
136	2A		185	2A	156										
137	2A		186	2A	157										
138	2A		187	2A	158										
139	2A		188	2A	159										
140	2A		189	2A	160										
141	2A		190	2A	161										
142	2A		191	2A	162										
143	2A		192	2A	163										
144	2A		193	2A	164										
145	2A		194	2A	165										

17704

[illegible]

FICHE No 16
Commune
MARLES EN BRIE

A B C D E F G H I J K L M
N O P Q R S T U V W X Y Z
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

A B C D E F G H I J K L M
N O P Q R S T U V W X Y Z
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

NOM : WILLEMYNS,
Prénoms : Jules, Joseph
18-10-1881
HEMELSDREEL Antenne, Marie, né le 15.9.1930
Lucas

né le 16 1 1911

Autres fiches A. créées au nom de l'intéressé
N° C°
N° C°
N° C°

I. — IMMEUBLES URBAINS
(Références aux fiches d'immeubles, modèle B)
Adresse (rue et numéro)
ou, à défaut, lieu-dit

Section
N° du plan

Section
N° du plan

II. — IMMEUBLES RURAUX

N° du plan	Section	N° du plan	Section
1	19	87	
2	20	88	
3	21	89	
4	22	90	
5	23	91	
6	24	92	
7	25	93	
8	26	94	
9	27	95	
10	28	96	
11	29	97	
12	30	98	
13	31	99	
14	32	100	
15	33	101	
16	34	102	
17	35	103	
18	36	104	

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX
(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de classe des immeubles dont les abréviations figurent au tableau D)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Immeubles

Dates, numéros et nature des formalités

Observations

B. — CHANGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

Immeubles

Dates, numéros et nature des formalités

Observations

37.16.5 8008. 16.808P
4653. 16.81.3. 8008.
M. GCHAFENER metairie a
Fontenay Thérigny
par la Julie Marie G. ARNAUD
née le 30.1.1950.
Prix : 3048,98 Euros.

54

54

Demande de renseignements n° 7704P04 2025F740

II. - IMMEUBLES RURAUX (suite)					A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)		B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)	
Section	N° de plan	Section	N° de plan	Section	Immeubles	Date, nombre et nature des formalités	Immeubles	Observations
55	104		153		33	04.11.1997 Vol 197 P. 3594 Vente du 30.09.1997 N° SCHAFFNER notaire à Fontenay Trésigny par la titulaire et son époux HEMELSPAEL à MURER au 12.08.1994 et son épouse NROUET au 20.05.1957 Prix 100000 F		Acquis 6
56	105		154					
57	106		155					
58	107		156					
59	108		157					
60	109		158					
61	110		159					
62	111		160					
63	112		161					
64	113		162					
65	114		163					
66	115		164					
67	116		165					
68	117		166					
69	118		167					
70	119		168					
71	120		169					
72	121		170					
73	122		171					
74	123		172					
75	124		173					
76	125		174					
77	126		175					
78	127		176					
79	128		177					
80	129		178					
81	130		179					
82	131		180					
83	132		181					
84	133		182					
85	134		183					
86	135		184					
87	136		185					
88	137		186					
89	138		187					
90	139		188					
91	140		189					
92	141		190					
93	142		191					
94	143		192					
95	144		193					
96	145		194					
97	146		195					
98	147		196					
99	148		197					
100	149		198					
101	150		199					
102	151		200					
103	152							

F-2330

NOM: WILLEMYNS

16	1	1911
----	---	------

Prénoms : Jules Joseph

Prénoms : Jules Joseph
Né le : 15.3.1920 à Lam-Plage (Nord).
Exp : HENRI SAËLI Ambassadeur

Exp. 2

né le -

II. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I).

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

8. --- CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

1. — IMMEUBLES URBAINS

1. — L'IMMENSE CORDON

(continued from page 1)

II. — IMMEUBLES RURAUX

N° du plan	Station	N° du plan	Station	N° du plan	Station
1	19	2	20	3	21
4	23	5	28	6	34
7	25	8	26	9	27
10	28	11	29	12	30
13	31	14	32	15	33
16	34	17	35	18	36

II. -- IMMEUBLES RURAUX (suite)					A. -- MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. -- CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)		
N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Immeubles	Dates, nature et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, nature et nature des formalités	Observations
55	104	104	104	104		MARCHAL n° 2 91/1943				
56	105	105	105	105		et son épouse LOUISSE n° 2				
57	106	106	106	106		le 27/1/1953				
58	107	107	107	107		Prix 30 000 F				
59	108	108	108	108						
60	109	109	109	109						
61	110	110	110	110						
62	111	111	111	111		21/12/1945 Vp 1995 P n° 2450				
63	112	112	112	112		Vente du 20/6/1995 M. SCHAEFER				
64	113	113	113	113		et son épouse HELENE SDAEL				
65	114	114	114	114		avec son épouse HELENE SDAEL				
66	115	115	115	115		n° VERSCHAEVE n° 2 27/1/1918				
67	116	116	116	116		et son épouse DECHAMBE n° 2				
68	117	117	117	117		23/9/1918				
69	118	118	118	118		Prix 122 880 F				
70	119	119	119	119						
71	120	120	120	120						
72	121	121	121	121						
73	122	122	122	122						
74	123	123	123	123		11-29-39 18/7/1995 Vp 1995 P n° 2451				
75	124	124	124	124		Vente du 20/6/1995 M. SCHAEFER				
76	125	125	125	125		et son épouse HELENE SDAEL				
77	126	126	126	126		avec son épouse HELENE SDAEL				
78	127	127	127	127		a. VERSCHAEVE n° 2 27/1/1918				
79	128	128	128	128		1951				
80	129	129	129	129						
81	130	130	130	130		Prix 89 100 F				
82	131	131	131	131						
83	132	132	132	132						
84	133	133	133	133		39/4-11-1995 Vp 1995 P n° 3613				
85	134	134	134	134		et son épouse HELENE SDAEL				
86	135	135	135	135		avec son épouse HELENE SDAEL				
87	136	136	136	136		le 24-11-1995-Scrupule Cadastre				
88	137	137	137	137		à Colmar				
89	138	138	138	138						
90	139	139	139	139						
91	140	140	140	140						
92	141	141	141	141						
93	142	142	142	142						
94	143	143	143	143						
95	144	144	144	144						
96	145	145	145	145						
97	146	146	146	146						
98	147	147	147	147						
99	148	148	148	148						
100	149	149	149	149						
101	150	150	150	150						
102	151	151	151	151						
103	152	152	152	152						

suiv. Fiche 15

FICHE N° 101er Commune Marles en B.

NOM : WILL'EMYSNS no à : Locheux (Belgique) io 16 1 1911

Prénoms : Hubert Joseph

Exp : HEMELSDREEL Antoinette Marie Louise née le 15.9.1920 à Looze-Plage (Belg.)

Exp : _____

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX
(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau D)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
13. 44. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000. 1001. 1002. 1003. 1004. 1005. 1006. 1007. 1008. 1009. 1010. 1011. 1012. 1013. 1014. 1015. 1016. 1017. 1018. 1019. 1020. 1021. 1022. 1023. 1024. 1025. 1026. 1027. 1028. 1029. 1030. 1031. 1032. 1033. 1034. 1035. 1036. 1037. 1038. 1039. 1040. 1041. 1042. 1043. 1044. 1045. 1046. 1047. 1048. 1049. 1050. 1051. 1052. 1053. 1054. 1055. 1056. 1057. 1058. 1059. 1060. 1061. 1062. 1063. 1064. 1065. 1066. 1067. 1068. 1069. 1070. 1071. 1072. 1073. 1074. 1075. 1076. 1077. 1078. 1079. 1080. 1081. 1082. 1083. 1084. 1085. 1086. 1087. 1088. 1089. 1090. 1091. 1092. 1093. 1094. 1095. 1096. 1097. 1098. 1099. 1100. 1101. 1102. 1103. 1104. 1105. 1106. 1107. 1108. 1109. 1110. 1111. 1112. 1113. 1114. 1115. 1116. 1117. 1118. 1119. 1120. 1121. 1122. 1123. 1124. 1125. 1126. 1127. 1128. 1129. 1130. 1131. 1132. 1133. 1134. 1135. 1136. 1137. 1138. 1139. 1140. 1141. 1142. 1143. 1144. 1145. 1146. 1147. 1148. 1149. 1150. 1151. 1152. 1153. 1154. 1155. 1156. 1157. 1158. 1159. 1160. 1161. 1162. 1163. 1164. 1165. 1166. 1167. 1168. 1169. 1170. 1171. 1172. 1173. 1174. 1175. 1176. 1177. 1178. 1179. 1180. 1181. 1182. 1183. 1184. 1185. 1186. 1187. 1188. 1189. 1190. 1191. 1192. 1193. 1194. 1195. 1196. 1197. 1198. 1199. 1200. 1201. 1202. 1203. 1204. 1205. 1206. 1207. 1208. 1209. 1210. 1211. 1212. 1213. 1214. 1215. 1216. 1217. 1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 1226. 1227. 1228. 1229. 1230. 1231. 1232. 1233. 1234. 1235. 1236. 1237. 1238. 1239. 1240. 1241. 1242. 1243. 1244. 1245. 1246. 1247. 1248. 1249. 1250. 1251. 1252. 1253. 1254. 1255. 1256. 1257. 1258. 1259. 1260. 1261. 1262. 1263. 1264. 1265. 1266. 1267. 1268. 1269. 1270. 1271. 1272. 1273. 1274. 1275. 1276. 1277. 1278. 1279. 1280. 1281. 1282. 1283. 1284. 1285. 1286. 1287. 1288. 1289. 1290. 1291. 1292. 1293. 1294. 1295. 1296. 1297. 1298. 1299. 1300. 1301. 1302. 1303. 1304. 1305. 1306. 1307. 1308. 1309. 1310. 1311. 1312. 1313. 1314. 1315. 1316. 1317. 1318. 1319. 1320. 1321. 1322. 1323. 1324. 1325. 1326. 1327. 1328. 1329. 1330. 1331. 1332. 1333. 1334. 1335. 1336. 1337. 1338. 1339. 1340. 1341. 1342. 1343. 1344. 1345. 1346. 1347. 1348. 1349. 1350. 1351. 1352. 1353. 1354. 1355. 1356. 1357. 1358. 1359. 1360. 1361. 1362. 1363. 1364. 1365. 1366. 1367. 1368. 1369. 1370. 1371. 1372. 1373. 1374. 1375. 1376. 1377. 1378. 1379. 1380. 1381. 1382. 1383. 1384. 1385. 1386. 1387. 1388. 1389. 1390. 1391. 1392. 1393. 1394. 1395. 1396. 1397. 1398. 1399. 1400. 1401. 1402. 1403. 1404. 1405. 1406. 1407. 1408. 1409. 1410. 1411. 1412. 1413. 1414. 1415. 1416. 1417. 1418. 1419. 1420. 1421. 1422. 1423. 1424. 1425. 1426. 1427. 1428. 1429. 1430. 1431. 1432. 1433. 1434. 1435. 1436. 1437. 1438. 1439. 1440. 1441. 1442. 1443. 1444. 1445. 1446. 1447. 1448. 1449. 1450. 1451. 1452. 1453. 1454. 1455. 1456. 1457. 1458. 1459. 1460. 1461. 1462. 1463. 1464. 1465. 1466. 1467. 1468. 1469. 1470. 1471. 1472. 1473. 1474. 1475. 1476. 1477. 1478. 1479. 1480. 1481. 1482. 1483. 1484. 1485. 1486. 1487. 1488. 1489. 1490. 1491. 1492. 1493. 1494. 1495. 1496. 1497. 1498. 1499. 1500. 1501. 1502. 1503. 1504. 1505. 1506. 1507. 1508. 1509. 1510. 1511. 1512. 1513. 1514. 1515. 1516. 1517. 1518. 1519. 1520. 1521. 1522. 1523. 1524. 1525. 1526. 1527. 1528. 1529. 1530. 1531. 1532. 1533. 1534. 1535. 1536. 1537. 1538. 1539. 1540. 1541. 1542. 1543. 1544. 1545. 1546. 1547. 1548. 1549. 1550. 1551. 1552. 1553. 1554. 1555. 1556. 1557. 1558. 1559. 1560. 1561. 1562. 1563. 1564. 1565. 1566. 1567. 1568. 1569. 1570. 1571. 1572. 1573. 1574. 1575. 1576. 1577. 1578. 1579. 1580. 1581. 1582. 1583. 1584. 1585. 1586. 1587. 1588. 1589. 1590. 1591. 1592. 1593. 1594. 1595. 1596. 1597. 1598. 1599. 1600. 1601. 1602. 1603. 1604. 1605. 1606. 1607. 1608. 1609. 1610. 1611. 1612. 1613. 1614. 1615. 1616. 1617. 1618. 1619. 1620. 1621. 1622. 1623. 1624. 1625. 1626. 1627. 1628. 1629. 1630. 1631. 1632. 1633. 1634. 1635. 1636. 1637. 1638. 1639. 1640. 1641. 1642. 1643. 1644. 1645. 1646. 1647. 1648. 1649. 1650. 1651. 1652. 1653. 1654. 1655. 1656. 1657. 1658. 1659. 1660. 1661. 1662. 1663. 1664. 1665. 1666. 1667. 1668. 1669. 1670. 1671. 1672. 1673. 1674. 1675. 1676. 1677. 1678. 1679. 1680. 1681. 1682. 1683. 1684. 1685. 1686. 1687. 1688. 1689. 1690. 1691. 1692. 1693. 1694. 1695. 1696. 1697. 1698. 1699. 1700. 1701. 1702. 1703. 1704. 1705. 1706. 1707. 1708. 1709. 1710. 1711. 1712. 1713. 1714. 1715. 1716. 1717. 1718. 1719. 1720. 1721. 1722. 1723. 1724. 1725. 1726. 1727. 1728. 1729. 1730. 1731. 1732. 1733. 1734. 1735. 1736. 1737. 1738. 1739. 1740. 1741. 1742. 1743. 1744. 1745. 1746. 1747. 1748. 1749. 1750. 1751. 1752. 1753. 1754. 1755. 1756. 1757. 1758. 1759. 1760. 1761. 1762. 1763. 1764. 1765. 1766. 1767. 1768. 1769. 1770. 1771. 1772. 1773. 1774. 1775. 1776. 1777. 1778. 1779. 1780. 1781. 1782. 1783. 1784. 1785. 1786. 1787. 1788. 1789. 1790. 1791. 1792. 1793. 1794. 1795. 1796. 1797. 1798. 1799. 1800. 1801. 1802. 1803. 1804. 1805. 1806. 1807. 1808. 1809. 1810. 1811. 1812. 1813. 1814. 1815. 1816. 1817. 1818. 1819. 1820. 1821. 1822. 1823. 1824. 1825. 1826. 1827. 1828. 1829. 1830. 1831. 1832. 1833. 1834. 1835. 1836. 1837. 1838. 1839. 1840. 1841. 1842. 1843. 1844. 1845. 1846. 1847. 1848. 1849. 1850. 1851. 1852. 1853. 1854. 1855. 1856. 1857. 1858. 1859. 1860. 1861. 1862. 1863. 1864. 1865. 1866. 1867. 1868. 1869. 1870. 1871. 1872. 1873. 1874. 1875. 1876. 1877. 1878. 1879. 1880. 1881. 1882. 1883. 1884. 1885. 1886. 1887. 1888. 1889. 1890. 1891. 1892. 1893. 1894. 1895. 1896. 1897. 1898. 1899. 1900. 1901. 1902. 1903. 1904. 1905. 1906. 1907. 1908. 1909. 1910. 1911. 1912. 1913. 1914. 1915. 1916. 1917. 1918. 1919. 1920. 1921. 1922. 1923. 1924. 1925. 1926. 1927. 1928. 1929. 1930. 1931. 1932. 1933. 1934. 1935. 1936. 1937. 1938. 1939. 1940. 1941. 1942. 1943. 1944. 1945. 1946. 1947. 1948. 1949. 1950. 1951. 1952. 1953. 1954. 1955. 1956. 1957. 1958. 1959. 1960. 1961. 1962. 1963. 1964. 1965. 1966. 1967. 1968. 1969. 1970. 1971. 1972. 1973. 1974. 1975. 1976. 1977. 1978. 1979. 1980. 1981. 1982. 1983. 1984. 1985. 1986. 1987. 1988. 1989. 1990. 1991. 1992. 1993. 1994. 1995. 1996. 1997. 1998. 1999. 2000. 2001. 2002. 2003. 2004. 2005. 2006. 2007. 2008. 2009. 2010. 2011. 2012. 2013. 2014. 2015. 2016. 2017. 2018. 2019. 2020. 2021. 2022. 2023. 2024. 2025. 2026. 2027. 2028. 2029. 2030. 2031. 2032. 2033. 2034. 2035. 2036. 2037. 2038. 2039. 2040. 2041. 2042. 2043. 2044. 2045. 2046. 2047. 2048. 2049. 2050. 2051. 2052. 2053. 2054. 2055. 2056. 2057. 2058. 2059. 2060. 2061. 2062. 2063. 2064. 2065. 2066. 2067. 2068. 2069. 2070. 2071. 2072. 2073. 2074. 2075. 2076. 2077. 2078. 2079. 2080. 2081. 2082. 2083. 2084. 2085. 2086. 2087. 2088. 2089. 2090. 2091. 2092. 2093. 2094. 2095. 2096. 2097. 2098. 2099. 2100. 2101. 2102. 2103. 2104. 2105. 2106. 2107. 2108. 2109. 2110. 2111. 2112. 2113. 2114. 2115. 2116. 2117. 2118. 2119. 2120. 2121. 2122. 2123. 2124. 2125. 2126. 2127. 2128. 2129. 2130. 2131. 2132. 2133. 2134. 2135. 2136. 2137. 2138. 2139. 2140. 2141. 2142. 2143. 2144. 2145. 2146. 2147. 2148. 2149. 2150. 2151. 2152. 2153. 2154. 2155. 2156. 2157. 2158. 2159. 2160. 2161. 2162. 2163. 2164. 2165. 2166. 2167. 2168. 2169. 2170. 2171. 2172. 2173. 2174. 2175. 2176. 2177. 2178. 2179. 2180. 2181. 2182. 2183. 2184. 2185. 2186. 2187. 2188. 2189. 2190. 2191. 2192. 2193. 2194. 2195. 2196. 2197. 2198. 2199. 2200. 2201. 2202. 2203. 2204. 2205. 2206. 2207. 2208. 2209.					

II. -- IMMEUBLES RURAUX (suite)					A. -- MUTATIONS ET SERVICES ACTIFS (suite)		B. -- CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)			
Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55	104		153			M. Schaffner aut. à Fontenay Tringny				
56	105		154			avec son épouse HEIMELDAEL				
57	106		155			M. VERSCHAERRE aut. le 13.4.40. aut. et aut.				
58	107		156			appt. DE CHAMBERS aut. le 13.9.1918				
59	108		157			Prin. 1918-1919				
60	109		158							
61	110		159							
62	111		160							
63	112		161							
64	113		162							
65	114		163							
66	115		164							
67	116		165							
68	117		166							
69	118		167							
70	119		168							
71	120		169							
72	121		170							
73	122		171							
74	123		172							
75	124		173							
76	125		174							
77	126		175							
78	127		176							
79	128		177							
80	129		178							
81	130		179							
82	131		180							
83	132		181							
84	133		182							
85	134		183							
86	135		184							
87	136		185							
88	137		186							
89	138		187							
90	139		188							
91	140		189							
92	141		190							
93	142		191							
94	143		192							
95	144		193							
96	145		194							
97	146		195							
98	147		196							
99	148		197							
100	149		198							
101	150		199							
102	151		200							
103	152									
					</					

[illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)										A - MUTATIONS		SERVITUDES ACTIVES (suite)		B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)	
N° d'ordre	Ses- tion	No du plan	No d'ordre	Ses- tion	No du plan	No d'ordre	Ses- tion	No du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	
85		104			105			106		23.9.1948 Sut 34.12.2 F					
86		108			109			110		V					
87		106			107			108		19.12.1938.101.1327.11.1328.11.1329.11.1330.11.1331.11.1332.11.1333.11.1334.11.1335.11.1336.11.1337.11.1338.11.1339.11.1340.11.1341.11.1342.11.1343.11.1344.11.1345.11.1346.11.1347.11.1348.11.1349.11.1350.11.1351.11.1352.11.1353.11.1354.11.1355.11.1356.11.1357.11.1358.11.1359.11.1360.11.1361.11.1362.11.1363.11.1364.11.1365.11.1366.11.1367.11.1368.11.1369.11.1370.11.1371.11.1372.11.1373.11.1374.11.1375.11.1376.11.1377.11.1378.11.1379.11.1380.11.1381.11.1382.11.1383.11.1384.11.1385.11.1386.11.1387.11.1388.11.1389.11.1390.11.1391.11.1392.11.1393.11.1394.11.1395.11.1396.11.1397.11.1398.11.1399.11.1400.11.1401.11.1402.11.1403.11.1404.11.1405.11.1406.11.1407.11.1408.11.1409.11.1410.11.1411.11.1412.11.1413.11.1414.11.1415.11.1416.11.1417.11.1418.11.1419.11.1420.11.1421.11.1422.11.1423.11.1424.11.1425.11.1426.11.1427.11.1428.11.1429.11.1430.11.1431.11.1432.11.1433.11.1434.11.1435.11.1436.11.1437.11.1438.11.1439.11.1440.11.1441.11.1442.11.1443.11.1444.11.1445.11.1446.11.1447.11.1448.11.1449.11.1450.11.1451.11.1452.11.1453.11.1454.11.1455.11.1456.11.1457.11.1458.11.1459.11.1460.11.1461.11.1462.11.1463.11.1464.11.1465.11.1466.11.1467.11.1468.11.1469.11.1470.11.1471.11.1472.11.1473.11.1474.11.1475.11.1476.11.1477.11.1478.11.1479.11.1480.11.1481.11.1482.11.1483.11.1484.11.1485.11.1486.11.1487.11.1488.11.1489.11.1490.11.1491.11.1492.11.1493.11.1494.11.1495.11.1496.11.1497.11.1498.11.1499.11.1500.11.1501.11.1502.11.1503.11.1504.11.1505.11.1506.11.1507.11.1508.11.1509.11.1510.11.1511.11.1512.11.1513.11.1514.11.1515.11.1516.11.1517.11.1518.11.1519.11.1520.11.1521.11.1522.11.1523.11.1524.11.1525.11.1526.11.1527.11.1528.11.1529.11.1530.11.1531.11.1532.11.1533.11.1534.11.1535.11.1536.11.1537.11.1538.11.1539.11.1540.11.1541.11.1542.11.1543.11.1544.11.1545.11.1546.11.1547.11.1548.11.1549.11.1550.11.1551.11.1552.11.1553.11.1554.11.1555.11.1556.11.1557.11.1558.11.1559.11.1560.11.1561.11.1562.11.1563.11.1564.11.1565.11.1566.11.1567.11.1568.11.1569.11.1570.11.1571.11.1572.11.1573.11.1574.11.1575.11.1576.11.1577.11.1578.11.1579.11.1580.11.1581.11.1582.11.1583.11.1584.11.1585.11.1586.11.1587.11.1588.11.1589.11.1590.11.1591.11.1592.11.1593.11.1594.11.1595.11.1596.11.1597.11.1598.11.1599.11.1600.11.1601.11.1602.11.1603.11.1604.11.1605.11.1606.11.1607.11.1608.11.1609.11.1610.11.1611.11.1612.11.1613.11.1614.11.1615.11.1616.11.1617.11.1618.11.1619.11.1620.11.1621.11.1622.11.1623.11.1624.11.1625.11.1626.11.1627.11.1628.11.1629.11.1630.11.1631.11.1632.11.1633.11.1634.11.1635.11.1636.11.1637.11.1638.11.1639.11.1640.11.1641.11.1642.11.1643.11.1644.11.1645.11.1646.11.1647.11.1648.11.1649.11.1650.11.1651.11.1652.11.1653.11.1654.11.1655.11.1656.11.1657.11.1658.11.1659.11.1660.11.1661.11.1662.11.1663.11.1664.11.1665.11.1666.11.1667.11.1668.11.1669.11.1670.11.1671.11.1672.11.1673.11.1674.11.1675.11.1676.11.1677.11.1678.11.1679.11.1680.11.1681.11.1682.11.1683.11.1684.11.1685.11.1686.11.1687.11.1688.11.1689.11.1690.11.1691.11.1692.11.1693.11.1694.11.1695.11.1696.11.1697.11.1698.11.1699.11.1700.11.1701.11.1702.11.1703.11.1704.11.1705.11.1706.11.1707.11.1708.11.1709.11.1710.11.1711.11.1712.11.1713.11.1714.11.1715.11.1716.11.1717.11.1718.11.1719.11.1720.11.1721.11.1722.11.1723.11.1724.11.1725.11.1726.11.1727.11.1728.11.1729.11.1730.11.1731.11.1732.11.1733.11.1734.11.1735.11.1736.11.1737.11.1738.11.1739.11.1740.11.1741.11.1742.11.1743.11.1744.11.1745.11.1746.11.1747.11.1748.11.1749.11.1750.11.1751.11.1752.11.1753.11.1754.11.1755.11.1756.11.1757.11.1758.11.1759.11.1760.11.1761.11.1762.11.1763.11.1764.11.1765.11.1766.11.1767.11.1768.11.1769.11.1770.11.1771.11.1772.11.1773.11.1774.11.1775.11.1776.11.1777.11.1778.11.1779.11.1780.11.1781.11.1782.11.1783.11.1784.11.1785.11.1786.11.1787.11.1788.11.1789.11.1790.11.1791.11.1792.11.1793.11.1794.11.1795.11.1796.11.1797.11.1798.11.1799.11.1800.11.1801.11.1802.11.1803.11.1804.11.1805.11.1806.11.1807.11.1808.11.1809.11.1810.11.1811.11.1812.11.1813.11.1814.11.1815.11.1816.11.1817.11.1818.11.1819.11.1820.11.1821.11.1822.11.1823.11.1824.11.1825.11.1826.11.1827.11.1828.11.1829.11.1830.11.1831.11.1832.11.1833.11.1834.11.1835.11.1836.11.1837.11.1838.11.1839.11.1840.11.1841.11.1842.11.1843.11.1844.11.1845.11.1846.11.1847.11.1848.11.1849.11.1850.11.1851.11.1852.11.1853.11.1854.11.1855.11.1856.11.1857.11.1858.11.1859.11.1860.11.1861.11.1862.11.1863.11.1864.11.1865.11.1866.11.1867.11.1868.11.1869.11.1870.11.1871.11.1872.11.1873.11.1874.11.1875.11.1876.11.1877.11.1878.11.1879.11.1880.11.1881.11.1882.11.1883.11.1884.11.1885.11.1886.11.1887.11.1888.11.1889.11.1890.11.1891.11.1892.11.1893.11.1894.11.1895.11.1896.11.1897.11.1898.11.1899.11.1900.11.1901.11.1902.11.1903.11.1904.11.1905.11.1906.11.1907.11.1908.11.1909.11.1910.11.1911.11.1912.11.1913.11.1914.11.1915.11.1916.11.1917.11.1918.11.1919.11.1920.11.1921.11.1922.11.1923.11.1924.11.1925.11.1926.11.1927.11.1928.11.1929.11.1930.11.1931.11.1932.11.1933.11.1934.11.1935.11.1936.11.1937.11.1938.11.1939.11.1940.11.1941.11.1942.11.1943.11.1944.11.1945.11.1946.11.1947.11.1948.11.1949.11.1950.11.1951.11.1952.11.1953.11.1954.11.1955.11.1956.11.1957.11.1958.11.1959.11.1960.11.1961.11.1962.11.1963.11.1964.11.1965.11.1966.11.1967.11.1968.11.1969.11.1970.11.1971.11.1972.11.1973.11.1974.11.1975.11.1976.11.1977.11.1978.11.1979.11.1980.11.1981.11.1982.11.1983.11.1984.11.1985.11.1986.11.1987.11.1988.11.1989.11.1990.11.1991.11.1992.11.1993.11.1994.11.1995.11.1996.11.1997.11.1998.11.1999.11.2000.11.2001.11.2002.11.2003.11.2004.11.2005.11.2006.11.2007.11.2008.11.2009.11.2010.11.2011.11.2012.11.2013.11.2014.11.2015.11.2016.11.2017.11.2018.11.2019.11.2020.11.2021.11.2022.11.2023.11.2024.11.2025.11.2026.11.2027.11.2028.11.2029.11.2030.11.2031.11.2032.11.2033.11.2034.11.2035.11.2036.11.2037.11.2038.11.2039.11.2040.11.2041.11.2042.11.2043.11.2044.11.2045.11.2046.11.2047.11.2048.11.2049.11.2050.11.2051.11.2052.11.2053.11.2054.11.2055.11.2056.11.2057.11.2058.11.2059.11.2060.11.2061.11.2062.11.2063.11.2064.11.2065.11.2066.11.2067.11.2068.11.2069.11.2070.11.2071.11.2072.11.2073.11.2074.11.2075.11.2076.11.2077.11.2078.11.2079.11.2080.11.2081.11.2082.11.2083.11.2084.11.2085.11.2086.11.2087.11.2088.11.2089.11.2090.11.2091.11.2092.11.2093.11.2094.11.2095.11.2096.11.2097.11.2098.11.2099.11.2100.11.2101.11.2102.11.2103.11.2104.11.2105.11.2106.11.2107.11.2108.11.2109.11.2110.11.2111.11.2112.11.2113.11.2114.11.2115.11.2116.11.2117.11.2118.11.2119.11.2120.11.2121.11.2122.11.2123.11.2124.11.2125.11.2126.11.2127.11.2128.11.2129.11.2130.11.2131.11.2132.11.2133.11.2134.11.2135.11.2136.11.2137.11.2138.11.2139.11.2140.11.2141.11.2142.11.2143.11.2144.11.2145.11.2146.11.2147.11.2148.11.2149.11.2150.11.2151.11.2152.11.2153.11.2154.11.2155.11.2156.11.2157.11.2158.11.2159.11.2160.11.2161.11.2162.11.2163.11.2164.11.2165.11.2166.11.2167.11.2168.11.2169.11.2170.11.2171.11.2172.11.2173.11.2174.11.2175.11.2176.11.2177.11.2178.11.2179.11.2180.11.2181.11.2182.11.2183.11.2184.11.2185.11.2186.11.2187.11.2188.11.2189.11.2190.11.2191.11.2192.11.2193.11.2194.11.2195.11.2196.11.2197.11.2198.11.2199.11.2200.11.2201.11.2202.11.2203.11.2204.11.2205.11.2206.11.2207.11.2208.11.2209.11.2210.11.2211.11.2212.11.2213.11.2214.11.2215.11.2216.11.2217.11.2218.11.2219.11.2220.11.2221.11.2222.11.2223.11.2224.11.2225.11.2226.11.2227.11.2228.11.2229.11.2230.11.2231.11.2232.11.2233.11.2234.11.2235.11.2236.11.2237.11.2238.11.2239.11.2240.11.2241.11.2242.11.2243.11.2244.11.2245.11.2246.11.2247.11.2248.11.2249.11.2250.11.2251.11.2252.11.2253.11.2254.11.2255.11.2256.11.2257.11.2258.11.2259.11.2260.11.2261.11.2262.11.2263.11.2264.11.2265.11.2266.11.2267.11.2268.11.2269.11.2270.11.2271.11.2272.11.2273.11.2274.11.2275.11.2276.11.2277.11.2278.11.2279.11.2280.11.2281.11.2282.11.2283.11.2284.11.2285.11.2286.11.2287.11.2288.11.2289.11.2290.11.2291.11.2292.11.2293.11.2294.11.2295.11.2296.11.2297.11.2298.11.2299.11.2300.11.2301.11.2302.11.2303.11.2304.11.2305.11.2306.11.2307.11.2308.11.2309.11.2310.11.2311.11.2312.11.2313.11.2314.11.2315.11.2316.11.2317.11.2318.11.2319.11.2320.11.2321.11.2322.11.2323.11.2324.11.2325.11.2326.11.2327.11.2328.11.2329.11.2330.11.2331.11.2332.11.2333.11.2334.11.2335.11.2336.11.2337.11.2338.11.2339.11.2340.11.2341.11.2342.11.2343.11.2344.11.2345.11.2346.11.2347.11.2348.11.2349.11.2350.11.2351.11.2352.11.2353.11.2354.11.2355.11.2356.11.2357.11.2358.11.2359.11.2360.11.2361.11.2362.11.2363.11.2364.11.2365.11.2366.11.2367.11.2368.11.2369.11.2370.11.2371.11.2372.11.2373.11.2374.11.2375.11.2376.11.2377.11.2378.11.2379.11.2380.11.2381.11.2382.11.2383.11.2384.11.2385.11.2386.11.2387.11.2388.11.2389.11.2390.11.2391.11.2392.11.2393.11.2394.11.2395.11.2396.11.2397.11.2398.11.2399.11.2400.11.2401.11.2402.11.2403.11.2404.11.2405.11.2406.11.2407.11.2408.11.2409.11.2410.11.2411.11.2412.11.2413.11.2414.11.2415.11.2416.11.2417.11.2418.11.2419.11.2420.11.2421.11.2422.11.2423.11.2424.11.2425.11.2426.11.2427.11.2428.11.2429.11.2430.11.2431.11.2432.11.2433.11.2434.11.2435.11.2436.11.2437.11.2438.11.2439.11.2440.11.2441.11.2442.11.2443.11.2444.11.2445.11.2446.11.2447.11.2448.11.2449.11.2450.11.2451.11.2452.11.2453.11.2454.11.2455.11.2456.11.2457.11.2458.11.2459.11.2460.11.2461.11.2462.11.2463.11.2464.11.2465.11.2466.11.2467.11.2468.11.2469.11.2470.11.2471.11.2472.11.2473.11.2474.11.2475.11.2476.11.2477.11.2478.11.2479.11.2480.11.2481.11.2482.11.2483.11.2484.11.2485.11.2486.11.2487.11.2488.11.2489.11.2490.11.2491.11.2492.11.2493.11.2494.11.2495.11.2496.11.2497.11.2498.11.2499.11.2500.11.2501.11.2502.11.2503.11.2504.11.2505.11.2506.11.2507.11.2508.11.2509.11.2510.11.2511.11.2512.11.2513.11.2514.11.2515.11.2516.11.2517.11.2518.11.2519.11.2520.11.2521.11.2522.11.2523.11.2524.11.2525.11.2526.11.2527.11.2528.11.2529.11.2530.11.2531.11.2532.11.2533.11.2534.11.2535.11.2536.11.2537.11.2538.11.2539.11.2540.11.2541.11.2542.11.2543.11.2544.11.2545.11.2546.11.2547.11.2548.11.2549.11.2550.11.2551.11.2552.11.2553.11.2554.11.2555.11.2556.11.2557.11.2558.11.2559.11.2560.11.2561.11.2562.11.2563.11.2564.11.2565.11.2566.11.2567.11.2568.11.2569.11.2570.11.2571.11.2572.11.2573.11.2574.11.2575.11.2576.11.2577.11.2578.11.2579.11.2580.11.2581.11.2582.11.2583.11.2584.11.2585.11.2586.11.2587.11.2588.11.2589.11.2590.11.2591.11.2592.11.2593.11.2594.11.2595.11.2596.11.2597.11.2598.11.2599.11.2600.11.2601.11.2602.11.2603.11.2604.11.2605.11.2606.11.2607.11.2608.11.2609.11.2610.11.2611.11.2612.11.2613.11.2614.11.2615.11.2616.11.2617.11.2618.11.2619.11.2620.11.2621.11.2622.11.2623.11.2624.11.2625.11.2626.11.2627.11.2628.11.2629.11.2630.11.2631.11.2632.11.2633.11.2634.11.2635.11.2636.11.2637.11.2638.11.2639.11.2640.11.2641.11.2642.11.2643.11.2644.11.2645.11.2646.11.2647.11.2648.11.2649.11.2650.11.2651.11.2652					

FICHE N° 1bis Marles-en-B Commanche

NOM: WILLFMYNS né le 16 1 1911

Prénoms: Yves Yvonne

Epx: HEMELSDAEL Antoinette Marie Lucie née le 16 1 1911

Epx: HEMELSDAEL Antoinette Marie Lucie née le 16 1 1911

Autres fiches A créées au nom de l'intéressé

N° C° 1 N° C° 2 N° C° 3 N° C° 4 N° C° 5 N° C° 6 N° C° 7 N° C° 8 N° C° 9 N° C° 10 N° C° 11 N° C° 12

N° C° 13 N° C° 14 N° C° 15 N° C° 16 N° C° 17 N° C° 18 N° C° 19 N° C° 20 N° C° 21 N° C° 22 N° C° 23 N° C° 24 N° C° 25 N° C° 26 N° C° 27 N° C° 28 N° C° 29 N° C° 30 N° C° 31 N° C° 32 N° C° 33 N° C° 34 N° C° 35 N° C° 36 N° C° 37 N° C° 38 N° C° 39 N° C° 40 N° C° 41 N° C° 42 N° C° 43 N° C° 44 N° C° 45 N° C° 46 N° C° 47 N° C° 48 N° C° 49 N° C° 50 N° C° 51 N° C° 52 N° C° 53 N° C° 54 N° C° 55 N° C° 56 N° C° 57 N° C° 58 N° C° 59 N° C° 60 N° C° 61 N° C° 62 N° C° 63 N° C° 64 N° C° 65 N° C° 66 N° C° 67 N° C° 68 N° C° 69 N° C° 70 N° C° 71 N° C° 72 N° C° 73 N° C° 74 N° C° 75 N° C° 76 N° C° 77 N° C° 78 N° C° 79 N° C° 80 N° C° 81 N° C° 82 N° C° 83 N° C° 84 N° C° 85 N° C° 86 N° C° 87 N° C° 88 N° C° 89 N° C° 90 N° C° 91 N° C° 92 N° C° 93 N° C° 94 N° C° 95 N° C° 96 N° C° 97 N° C° 98 N° C° 99 N° C° 100

I - IMMEUBLES URBAINS
(Références aux fiches d'immeubles, modèle I)

Adresses (Rues et numéros)
ou, à défaut, lieux-dits

II - IMMEUBLES RURAUX

III - FORMULARIÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX
(Pour les formalités concernant les immeubles ruraux, voir les fiches de chacun des immeubles figurant au tableau I)

A - MUTATIONS - SERVICES ACTIVES
(Suite de la fiche I)

B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Observations

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)					A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES (Suite)		B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)			
N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	No. d'ordre	Sec-tion	Immobiliés	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immobiliés	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55	104	105	105	105	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	20-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
56	105	106	106	106	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
57	106	107	107	107	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
58	107	108	108	108	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
59	108	109	109	109	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
60	109	110	110	110	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
61	110	111	111	111	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
62	111	112	112	112	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
63	112	113	113	113	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
64	113	114	114	114	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
65	114	115	115	115	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
66	115	116	116	116	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
67	116	117	117	117	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
68	117	118	118	118	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
69	118	119	119	119	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
70	119	120	120	120	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
71	120	121	121	121	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
72	121	122	122	122	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
73	122	123	123	123	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
74	123	124	124	124	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
75	124	125	125	125	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
76	125	126	126	126	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
77	126	127	127	127	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
78	127	128	128	128	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
79	128	129	129	129	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
80	129	130	130	130	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
81	130	131	131	131	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
82	131	132	132	132	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
83	132	133	133	133	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
84	133	134	134	134	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
85	134	135	135	135	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
86	135	136	136	136	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
87	136	137	137	137	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
88	137	138	138	138	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
89	138	139	139	139	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
90	139	140	140	140	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
91	140	141	141	141	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
92	141	142	142	142	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
93	142	143	143	143	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
94	143	144	144	144	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
95	144	145	145	145	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
96	145	146	146	146	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
97	146	147	147	147	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
98	147	148	148	148	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
99	148	149	149	149	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
100	149	150	150	150	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
101	150	151	151	151	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
102	151	152	152	152	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930	15-1-1930
103	152									

AN O

FIG.	Nº	Nº	Nº
	1		

	ပတ်စပို့
--	----------

9	20	21	22	23	24
---	----	----	----	----	----

Modèle A	7.5	7.5	7.5	7.5	7.5

		N ^o	
--	--	----------------	--



[illegible]

II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)						A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)		
N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	Immobles	Date, nature et nature des formalités	Observations	Immobles	Date, nature et nature des formalités	Observations
55		104		153							
56		105		154							
57		106		155							
58		107		156							
59		108		157							
60		109		158							
61		110		159							
62		111		160							
63		112		161							
64		113		162							
65		114		163							
66		115		164							
67		116		165							
68		117		166							
69		118		167							
70		119		168							
71		120		169							
72		121		170							
73		122		171							
74		123		172							
75		124		173							
76		125		174							
77		126		175							
78		127		176							
79		128		177							
80		129		178							
81		130		179							
82		131		180							
83		132		181							
84		133		182							
85		134		183							
86		135		184							
87		136		185							
88		137		186							
89		138		187							
90		139		188							
91		140		189							
92		141		190							
93		142		191							
94		143		192							
95		144		193							
96		145		194							
97		146		195							
98		147		196							
99		148		197							
100		149		198							
101		150		199							
102		151		200							
103		152									

FICHE No 1 bis Commune Marles en Brie

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9																

NOM : MENIER

Prénoms : Nicaise

né le 6 9 1944

Autres fiches A créées au nom de l'intéressé

N° C° : N° C° : N° C° : N° C° :

I. - IMMEUBLES URBAINS

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

Adresse (rue et numéro) ou, à défaut, localité

II. - FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles ruraux, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Date, nature et nature des formalités

B. - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHEQUES

Date, nature et nature des formalités

III. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

IV. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

V. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

VI. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

VII. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

VIII. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

IX. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

X. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

XI. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

XII. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

XIII. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

XIV. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

XV. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

XVI. - IMMEUBLES RURAUX

(différencie aux fiches d'immeubles, modèle B)

II. -- IMMEUBLES RURAUX (suite)									
N° d'ordre	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	A. -- MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)		
							Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55		104		153					
56		105		154					
57		106		155					
58		107		156					
59		108		157					
60		109		158					
61		110		159					
62		111		160					
63		112		161					
64		113		162					
65		114		163					
66		115		164					
67		116		165					
68		117		166					
69		118		167					
70		119		168					
71		120		169					
72		121		170					
73		122		171					
74		123		172					
75		124		173					
76		125		174					
77		126		175					
78		127		176					
79		128		177					
80		129		178					
81		130		179					
82		131		180					
83		132		181					
84		133		182					
85		134		183					
86		135		184					
87		136		185					
88		137		186					
89		138		187					
90		139		188					
91		140		189					
92		141		190					
93		142		191					
94		143		192					
95		144		193					
96		145		194					
97		146		195					
98		147		196					
99		148		197					
100		149		198					
101		150		199					
102		151		200					
103		152							

FICHE N° 1 - Commune: Marles en B.										NOM: HEMELSDAEL né à Geny (Nord) le 15 9 1920									
Autres fiches A. créées au nom de l'intéressé										Prénoms: Antoinette Marie Lucie Désignation: VILLEMYNS Julie Joseph né le 16 1 1911 à NOIRIE (Belgique)									
I. - IMMEUBLES URBAINS (Références aux fiches d'immeubles, modèle B)										III. - FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX (Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles figurant au tableau D)									
A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES					B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES														
Section	N° du plan	Adresses (anciennes et nouvelles) ou, à défaut, lieux-dits		Observations	Immeubles	Dates, mentions et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, mentions et nature des formalités										
<p>I. - IMMEUBLES URBAINS (Références aux fiches d'immeubles, modèle B)</p>										<p>III. - FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX (Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles figurant au tableau D)</p>									
<p>A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES</p>					<p>B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES</p>														
<p>Dates, numéros et nature des formalités</p>					<p>Dates, numéros et nature des formalités</p>														
<p>18</p>					<p>39) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>20) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>21) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>22) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>23) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>24) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>25) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>26) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>27) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>28) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>29) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>30) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>31) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>32) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>33) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>34) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>35) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>36) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>37) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>38) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>39) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>40) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>41) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>42) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>43) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>44) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>45) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>46) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>47) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>48) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>49) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>49) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>50) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>50) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>51) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>51) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>52) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>52) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>53) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>53) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>54) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>54) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>55) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>55) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>56) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>56) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>57) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>57) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>58) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>58) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>59) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>59) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>60) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>60) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>61) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>61) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>62) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>														
<p>62) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er} 3.</p>					<p>63) 24.4.2008 Vol. 808 P. 344. 1^{er}</p>														

II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)				A. — MUTATIONS ET SERVICES ACTIVES (suite)				B. — CÉLÉBRÉS, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)			
Secteur	N° du plan	Secteur	N° du plan	Secteur	N° du plan	Immobles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immobles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55	104		168				M ^{re} PERICHON, notaire à ROZAY-EN-BRIE avec V ^o notaire de M ^{re} SCHAFNER notaire à FONTENAY TRÉIGNY				
56	105		154				CURC-WILLEMYNS, not. de M ^{re} BONNEL, n° 96-5-1965				
57	106		155				OT BULLY, n° 96-5-1965				
58	107		156				OT BULLY, n° 96-5-1965				
59	108		157				OT BULLY, n° 96-5-1965				
60	109		158				OT BULLY, n° 96-5-1965				
61	110		159				OT BULLY, n° 96-5-1965				
62	111		160				OT BULLY, n° 96-5-1965				
63	112		161				OT BULLY, n° 96-5-1965				
64	113		162				OT BULLY, n° 96-5-1965				
65	114		163				OT BULLY, n° 96-5-1965				
66	115		164				OT BULLY, n° 96-5-1965				
67	116		165				OT BULLY, n° 96-5-1965				
68	117		166				OT BULLY, n° 96-5-1965				
69	118		167				OT BULLY, n° 96-5-1965				
70	119		168				OT BULLY, n° 96-5-1965				
71	120		169				OT BULLY, n° 96-5-1965				
72	121		170				OT BULLY, n° 96-5-1965				
73	122		171				OT BULLY, n° 96-5-1965				
74	123		172				OT BULLY, n° 96-5-1965				
75	124		173				OT BULLY, n° 96-5-1965				
76	125		174				OT BULLY, n° 96-5-1965				
77	126		175				OT BULLY, n° 96-5-1965				
78	127		176				OT BULLY, n° 96-5-1965				
79	128		177				OT BULLY, n° 96-5-1965				
80	129		178				OT BULLY, n° 96-5-1965				
81	130		179				OT BULLY, n° 96-5-1965				
82	131		180				OT BULLY, n° 96-5-1965				
83	132		181				OT BULLY, n° 96-5-1965				
84	133		182				OT BULLY, n° 96-5-1965				
85	134		183				OT BULLY, n° 96-5-1965				
86	135		184				OT BULLY, n° 96-5-1965				
87	136		185				OT BULLY, n° 96-5-1965				
88	137		186				OT BULLY, n° 96-5-1965				
89	138		187				OT BULLY, n° 96-5-1965				
90	139		188				OT BULLY, n° 96-5-1965				
91	140		189				OT BULLY, n° 96-5-1965				
92	141		190				OT BULLY, n° 96-5-1965				
93	142		191				OT BULLY, n° 96-5-1965				
94	143		192				OT BULLY, n° 96-5-1965				
95	144		193				OT BULLY, n° 96-5-1965				
96	145		194				OT BULLY, n° 96-5-1965				
97	146		195				OT BULLY, n° 96-5-1965				
98	147		196				OT BULLY, n° 96-5-1965				
99	148		197				OT BULLY, n° 96-5-1965				
100	149		198				OT BULLY, n° 96-5-1965				
101	150		199				OT BULLY, n° 96-5-1965				
102	151		200				OT BULLY, n° 96-5-1965				
103	152										

[illegible]

II. — IMMEUBILIS BUREAUX (suite)									
A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)					B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)				
N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Immunables	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immunables	Observations
55	104					Prix 30 000 F			
56	105					Prix 30 000 F			
57	106					Prix 30 000 F			
58	107					Prix 30 000 F			
59	108					Prix 30 000 F			
60	109					Prix 30 000 F			
61	110					Prix 30 000 F			
62	111					Prix 30 000 F			
63	112					Prix 30 000 F			
64	113					Prix 30 000 F			
65	114					Prix 30 000 F			
66	115					Prix 30 000 F			
67	116					Prix 30 000 F			
68	117					Prix 30 000 F			
69	118					Prix 30 000 F			
70	119					Prix 30 000 F			
71	120					Prix 30 000 F			
72	121					Prix 30 000 F			
73	122					Prix 30 000 F			
74	123					Prix 30 000 F			
75	124					Prix 30 000 F			
76	125					Prix 30 000 F			
77	126					Prix 30 000 F			
78	127					Prix 30 000 F			
79	128					Prix 30 000 F			
80	129					Prix 30 000 F			
81	130					Prix 30 000 F			
82	131					Prix 30 000 F			
83	132					Prix 30 000 F			
84	133					Prix 30 000 F			
85	134					Prix 30 000 F			
86	135					Prix 30 000 F			
87	136					Prix 30 000 F			
88	137					Prix 30 000 F			
89	138					Prix 30 000 F			
90	139					Prix 30 000 F			
91	140					Prix 30 000 F			
92	141					Prix 30 000 F			
93	142					Prix 30 000 F			
94	143					Prix 30 000 F			
95	144					Prix 30 000 F			
96	145					Prix 30 000 F			
97	146					Prix 30 000 F			
98	147					Prix 30 000 F			
99	148					Prix 30 000 F			
100	149					Prix 30 000 F			
101	150					Prix 30 000 F			
102	151					Prix 30 000 F			
103	152					Prix 30 000 F			

[illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)					A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES (Suite)			B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)		
N° d'ordre	N° du plan	N° d'ordre	N° du plan	N° d'ordre	Inventaires	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Inventaires	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55	104	105	106	107		13-1-1938 Vol 133C. Vente d'un 8/10ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			13-1-1938 Vol 133C. Vente d'un 8/10ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
56	108	109	110	111		21-9-38 Vol 1382. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			21-9-38 Vol 1382. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
57	112	113	114	115		11-2-12-1835 Vol 1825 n°1. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			11-2-12-1835 Vol 1825 n°1. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
58	116	117	118	119		12-2-12-1835 Vol 1825 n°2. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			12-2-12-1835 Vol 1825 n°2. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
59	120	121	122	123		13-1-15-4-1280 Vol 1282 n°1. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			13-1-15-4-1280 Vol 1282 n°1. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
60	124	125	126	127		14-1-15-4-1280 Vol 1282 n°2. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			14-1-15-4-1280 Vol 1282 n°2. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
61	128	129	130	131		15-1-15-4-1280 Vol 1282 n°3. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			15-1-15-4-1280 Vol 1282 n°3. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
62	132	133	134	135		16-1-15-4-1280 Vol 1282 n°4. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			16-1-15-4-1280 Vol 1282 n°4. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
63	136	137	138	139		17-1-15-4-1280 Vol 1282 n°5. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			17-1-15-4-1280 Vol 1282 n°5. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
64	140	141	142	143		18-1-15-4-1280 Vol 1282 n°6. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			18-1-15-4-1280 Vol 1282 n°6. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
65	144	145	146	147		19-1-15-4-1280 Vol 1282 n°7. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			19-1-15-4-1280 Vol 1282 n°7. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
66	148	149	150	151		20-1-15-4-1280 Vol 1282 n°8. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			20-1-15-4-1280 Vol 1282 n°8. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
67	152	153	154	155		21-1-15-4-1280 Vol 1282 n°9. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			21-1-15-4-1280 Vol 1282 n°9. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
68	156	157	158	159		22-1-15-4-1280 Vol 1282 n°10. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			22-1-15-4-1280 Vol 1282 n°10. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
69	160	161	162	163		23-1-15-4-1280 Vol 1282 n°11. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			23-1-15-4-1280 Vol 1282 n°11. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
70	164	165	166	167		24-1-15-4-1280 Vol 1282 n°12. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			24-1-15-4-1280 Vol 1282 n°12. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
71	168	169	170	171		25-1-15-4-1280 Vol 1282 n°13. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			25-1-15-4-1280 Vol 1282 n°13. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
72	172	173	174	175		26-1-15-4-1280 Vol 1282 n°14. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			26-1-15-4-1280 Vol 1282 n°14. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
73	176	177	178	179		27-1-15-4-1280 Vol 1282 n°15. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			27-1-15-4-1280 Vol 1282 n°15. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
74	180	181	182	183		28-1-15-4-1280 Vol 1282 n°16. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			28-1-15-4-1280 Vol 1282 n°16. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
75	184	185	186	187		29-1-15-4-1280 Vol 1282 n°17. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			29-1-15-4-1280 Vol 1282 n°17. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
76	188	189	190	191		30-1-15-4-1280 Vol 1282 n°18. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			30-1-15-4-1280 Vol 1282 n°18. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
77	192	193	194	195		31-1-15-4-1280 Vol 1282 n°19. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			31-1-15-4-1280 Vol 1282 n°19. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
78	196	197	198	199		32-1-15-4-1280 Vol 1282 n°20. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			32-1-15-4-1280 Vol 1282 n°20. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
79	200	201	202	203		33-1-15-4-1280 Vol 1282 n°21. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			33-1-15-4-1280 Vol 1282 n°21. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
80	204	205	206	207		34-1-15-4-1280 Vol 1282 n°22. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			34-1-15-4-1280 Vol 1282 n°22. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
81	208	209	210	211		35-1-15-4-1280 Vol 1282 n°23. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			35-1-15-4-1280 Vol 1282 n°23. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
82	212	213	214	215		36-1-15-4-1280 Vol 1282 n°24. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			36-1-15-4-1280 Vol 1282 n°24. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
83	216	217	218	219		37-1-15-4-1280 Vol 1282 n°25. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			37-1-15-4-1280 Vol 1282 n°25. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
84	220	221	222	223		38-1-15-4-1280 Vol 1282 n°26. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			38-1-15-4-1280 Vol 1282 n°26. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
85	224	225	226	227		39-1-15-4-1280 Vol 1282 n°27. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			39-1-15-4-1280 Vol 1282 n°27. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
86	228	229	230	231		40-1-15-4-1280 Vol 1282 n°28. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			40-1-15-4-1280 Vol 1282 n°28. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
87	232	233	234	235		41-1-15-4-1280 Vol 1282 n°29. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			41-1-15-4-1280 Vol 1282 n°29. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
88	236	237	238	239		42-1-15-4-1280 Vol 1282 n°30. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			42-1-15-4-1280 Vol 1282 n°30. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
89	240	241	242	243		43-1-15-4-1280 Vol 1282 n°31. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			43-1-15-4-1280 Vol 1282 n°31. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
90	244	245	246	247		44-1-15-4-1280 Vol 1282 n°32. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			44-1-15-4-1280 Vol 1282 n°32. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
91	248	249	250	251		45-1-15-4-1280 Vol 1282 n°33. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			45-1-15-4-1280 Vol 1282 n°33. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
92	252	253	254	255		46-1-15-4-1280 Vol 1282 n°34. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			46-1-15-4-1280 Vol 1282 n°34. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
93	256	257	258	259		47-1-15-4-1280 Vol 1282 n°35. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			47-1-15-4-1280 Vol 1282 n°35. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
94	260	261	262	263		48-1-15-4-1280 Vol 1282 n°36. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			48-1-15-4-1280 Vol 1282 n°36. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
95	264	265	266	267		49-1-15-4-1280 Vol 1282 n°37. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			49-1-15-4-1280 Vol 1282 n°37. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
96	268	269	270	271		50-1-15-4-1280 Vol 1282 n°38. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			50-1-15-4-1280 Vol 1282 n°38. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
97	272	273	274	275		51-1-15-4-1280 Vol 1282 n°39. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			51-1-15-4-1280 Vol 1282 n°39. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
98	276	277	278	279		52-1-15-4-1280 Vol 1282 n°40. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			52-1-15-4-1280 Vol 1282 n°40. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
99	280	281	282	283		53-1-15-4-1280 Vol 1282 n°41. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			53-1-15-4-1280 Vol 1282 n°41. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
100	284	285	286	287		54-1-15-4-1280 Vol 1282 n°42. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			54-1-15-4-1280 Vol 1282 n°42. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
101	288	289	290	291		55-1-15-4-1280 Vol 1282 n°43. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			55-1-15-4-1280 Vol 1282 n°43. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
102	292	293	294	295		56-1-15-4-1280 Vol 1282 n°44. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			56-1-15-4-1280 Vol 1282 n°44. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	
103	296	297	298	299		57-1-15-4-1280 Vol 1282 n°45. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.			57-1-15-4-1280 Vol 1282 n°45. Vente d'un 1/2ème cadastre à la gîte de son mari WILLEMYNS.	

[illegible]

II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)										A. — MUTATIONS ET SERVICES ACTIFS (suite)				B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)			
N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	
55		104				453											
56		105				454											
57		106				455											
58		107				456											
59		108				457											
60		109				458											
61		110				459											
62		111				460											
63		112				461											
64		113				462											
65		114				463											
66		115				464											
67		116				465											
68		117				466											
69		118				467											
70		119				468											
71		120				469											
72		121				470											
73		122				471											
74		123				472											
75		124				473											
76		125				474											
77		126				475											
78		127				476											
79		128				477											
80		129				478											
81		130				479											
82		131				480											
83		132				481											
84		133				482											
85		134				483											
86		135				484											
87		136				485											
88		137				486											
89		138				487											
90		139				488											
91		140				489											
92		141				490											
93		142				491											
94		143				492											
95		144				493											
96		145				494											
97		146				495											
98		147				496											
99		148				497											
100		149				498											
101		150				499											
102		151				500											
103		152															

28003

25000

II - IMMEUBLES MURAUX (Suite)										A - MUTATIONS		SERVITUDES ACTIVES (Suites)		B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Suite)	
No d'ordre	Sec-tion	No du plan	No d'ordre	Sec-tion	No du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations				
56	56	104	104	104	104		DE CHARGES à Foutenay, Ténis, qu'il y a des d'actes de Foutenay et de 6.4.1932								
57	57	105	105	105	105		Arrêté du 24.3.1932								
58	58	106	106	106	106		Arrêté du 24.3.1932								
59	59	107	107	107	107		Arrêté du 24.3.1932								
60	60	108	108	108	108		Arrêté du 24.3.1932								
61	61	109	109	109	109		Arrêté du 24.3.1932								
62	62	110	110	110	110		Arrêté du 24.3.1932								
63	63	111	111	111	111		Arrêté du 24.3.1932								
64	64	112	112	112	112		Arrêté du 24.3.1932								
65	65	113	113	113	113		Arrêté du 24.3.1932								
66	66	114	114	114	114		Arrêté du 24.3.1932								
67	67	115	115	115	115		Arrêté du 24.3.1932								
68	68	116	116	116	116		Arrêté du 24.3.1932								
69	69	117	117	117	117		Arrêté du 24.3.1932								
70	70	118	118	118	118		Arrêté du 24.3.1932								
71	71	119	119	119	119		Arrêté du 24.3.1932								
72	72	120	120	120	120		Arrêté du 24.3.1932								
73	73	121	121	121	121		Arrêté du 24.3.1932								
74	74	122	122	122	122		Arrêté du 24.3.1932								
75	75	123	123	123	123		Arrêté du 24.3.1932								
76	76	124	124	124	124		Arrêté du 24.3.1932								
77	77	125	125	125	125		Arrêté du 24.3.1932								
78	78	126	126	126	126		Arrêté du 24.3.1932								
79	79	127	127	127	127		Arrêté du 24.3.1932								
80	80	128	128	128	128		Arrêté du 24.3.1932								
81	81	129	129	129	129		Arrêté du 24.3.1932								
82	82	130	130	130	130		Arrêté du 24.3.1932								
83	83	131	131	131	131		Arrêté du 24.3.1932								
84	84	132	132	132	132		Arrêté du 24.3.1932								
85	85	133	133	133	133		Arrêté du 24.3.1932								
86	86	134	134	134	134		Arrêté du 24.3.1932								
87	87	135	135	135	135		Arrêté du 24.3.1932								
88	88	136	136	136	136		Arrêté du 24.3.1932								
89	89	137	137	137	137		Arrêté du 24.3.1932								
90	90	138	138	138	138		Arrêté du 24.3.1932								
91	91	139	139	139	139		Arrêté du 24.3.1932								
92	92	140	140	140	140		Arrêté du 24.3.1932								
93	93	141	141	141	141		Arrêté du 24.3.1932								
94	94	142	142	142	142		Arrêté du 24.3.1932								
95	95	143	143	143	143		Arrêté du 24.3.1932								
96	96	144	144	144	144		Arrêté du 24.3.1932								
97	97	145	145	145	145		Arrêté du 24.3.1932								
98	98	146	146	146	146		Arrêté du 24.3.1932								
99	99	147	147	147	147		Arrêté du 24.3.1932								
100	100	148	148	148	148		Arrêté du 24.3.1932								
101	101	149	149	149	149		Arrêté du 24.3.1932								
102	102	150	150	150	150		Arrêté du 24.3.1932								
103	103	151	151	151	151		Arrêté du 24.3.1932								
104	104	152	152	152	152		Arrêté du 24.3.1932								

[illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)					A - MUTATIONS		SERVITUDES ACTIVES (Suite)		B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)	
No d'ordre	No du plan	No d'ordre	No du plan	Sec-tion	Inmeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Inmeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55	104	104								
56	105	105								
57	106	106								
58	107	107								
59	108	108								
60	109	109								
61	110	110								
62	111	111								
63	112	112								
64	113	113								
65	114	114								
66	115	115								
67	116	116								
68	117	117								
69	118	118								
70	119	119								
71	120	120								
72	121	121								
73	122	122								
74	123	123								
75	124	124								
76	125	125								
77	126	126								
78	127	127								
79	128	128								
80	129	129								
81	130	130								
82	131	131								
83	132	132								
84	133	133								
85	134	134								
86	135	135								
87	136	136								
88	137	137								
89	138	138								
90	139	139								
91	140	140								
92	141	141								
93	142	142								
94	143	143								
95	144	144								
96	145	145								
97	146	146								
98	147	147								
99	148	148								
100	149	149								
101	150	150								
102	151	151								
103	152	152								

A - MUTATIONS
 Dates, numéros et nature des formalités
 Bailment pour 99 ans à partir du 1er janvier 1933
 25.1.1933
 25.1.1933
 25.1.1933

B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)
 Dates, numéros et nature des formalités
 25.1.1933
 25.1.1933
 25.1.1933

22006

[illegible]

FICHE No. 1 Commune Marles en B

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

NOM : MARCOFF

Prénoms : Yvonne Amélie

Exp : BAUWIENS Henri

Exp :

né le 23 6 1904

né le

né le

à Helun

à

à

DECEDÉE le 8.04.1985

I. — IMMEUBLES URBAINS

(Références aux fiches d'immatriculation, modèles B)

Autres fiches A. créées au nom de l'intéressé

N° C°

N° C°

N° C°

N° C°

N° C°

N° C°

Section

N° du plan

Adresses (rues et numéros) ou, à défaut, linéaires

II. — IMMEUBLES RURAUX

Section

N° du plan

Section

N° du plan

Section

N° du plan

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir le formulaire des Immeubles dans les annexes annexes au tableau D)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Immatriculation

Date, nature et nature des formalités

Observations

B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

Immatriculation

Date, nature et nature des formalités

Observations

4-2-3

11-1-10-1931 Vol 1931 Ep 1065

ATTESTATION du 20.03.1931

le 9.04.1931 par not. à Fontenay-Trésigny

après décès de M. BAUWIENS

de la commune de Marles en B

BAUWIENS née le 2.03.1904 et

BAUWIENS née le 4.03.1913

Revenus classés pour la

vente de 262.000 F

[illegible]

FICHE N° 1 Commune **Marles en B**

NOM : **BAUWENS** né le **9 9 1969**

Prénoms : **Sandrine Claire**

Epx : né le _____ à _____

Epx : né le _____ à _____

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES BURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau D)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES			B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES		
Immeubles	Dates, natures et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, natures et nature des formalités	Observations
1-2-3	Attestation du 20.09.1994 1 ^{er} Solaire not à Fontenay-Trésigny après décès de M. de MARCOFF né le 23.6.1904 Puisant P. titulaire et BAUWENS né le 1.02.1942 Retiens chacun pour 1/3 total 269.000 F	Indivis Vente			
3	Attestation du 20.09.1994 Vente du 20.09.1994 1 ^{er} Solaire not à Fontenay-Trésigny avec BAUWENS né le 1.2.1932 à P. Solaire PEROSA-MANERIE (F. 18.13) Prix 62.000 F	Indivis Vente			

II. — IMMEUBLES BURAUX

Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan
1	19	37			
2	20	38			
3	21	39			
4	22	40			
5	23	41			
6	24	42			
7	25	43			
8	26	44			
9	27	45			
10	28	46			
11	29	47			
12	30	48			
13	31	49			
14	32	50			
15	33	51			
16	34	52			
17	35	53			
18	36	54			

FICHE No 1 Commun Marles en Brie

NOM : SANI PEROSA - MANFREDI 12131

Prénoms : Sergio social à Le Plessis Gervise (Vil. de Marles) 49 Bis Avenue Clara

Epx : RC, Céd. d'Urbanisme B 308 555 076 le A

Epx : né le A

III. - FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent en tableau D.)

A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Immeubles	Date, nature et nature des formalités	Observations	Immeubles	Date, nature et nature des formalités	Observations
1.3.4.5.6	1.3.4.5.6 Vol. 2550 n° 13	Vol. 3	1.3.4.5.6	1.3.4.5.6 Vol. 208 n° 70	Repet Acquis 1
	Acquisition du 1.3.4.5.6 n° 13			Repet Acquis 2	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 3	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 4	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 5	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 6	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 7	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 8	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 9	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 10	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 11	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 12	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 13	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 14	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 15	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 16	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 17	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 18	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 19	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 20	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 21	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 22	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 23	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 24	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 25	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 26	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 27	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 28	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 29	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 30	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 31	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 32	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 33	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 34	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 35	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 36	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 37	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 38	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 39	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 40	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 41	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 42	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 43	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 44	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 45	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 46	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 47	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 48	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 49	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 50	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 51	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 52	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 53	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 54	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 55	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 56	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 57	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 58	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 59	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 60	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 61	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 62	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 63	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 64	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 65	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 66	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 67	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 68	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 69	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 70	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 71	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 72	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 73	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 74	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 75	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 76	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 77	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 78	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 79	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 80	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 81	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 82	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 83	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 84	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 85	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 86	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 87	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 88	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 89	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 90	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 91	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 92	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 93	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 94	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 95	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 96	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 97	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 98	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 99	
	Vol. 2550 n° 13			Repet Acquis 100	

B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

II. - IMMEUBLES RURAUX

N° de plan	Section	N° de plan	Section	N° de plan	Section
19	19	20	20	21	21
22	22	23	23	24	24
25	25	26	26	27	27
28	28	29	29	30	30
31	31	32	32	33	33
34	34	35	35	36	36
37	37	38	38	39	39
40	40	41	41	42	42
43	43	44	44	45	45
46	46	47	47	48	48
49	49	50	50	51	51
52	52	53	53	54	54
55	55	56	56	57	57
58	58	59	59	60	60
61	61	62	62	63	63
64	64	65	65	66	66
67	67	68	68	69	69
70	70	71	71	72	72
73	73	74	74	75	75
76	76	77	77	78	78
79	79	80	80	81	81
82	82	83	83	84	84
85	85	86	86	87	87
88	88	89	89	90	90
91	91	92	92	93	93
94	94	95	95	96	96
97	97	98	98	99	99
100	100				

FICHE N° 1 Commune **Marles en B**

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z 0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

NOM: **TUBRY** né à **NOGENT-MARNE** le **11 2 1952**

Prénoms: **Jules Jean Marcel**

Exp: **REUSSEL** **Marline Jeanne** née le **3.1.1952** à **Paris 12ème**

Exp: _____ né le _____ à _____

III - FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pouvoir les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

A - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES			B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES		
Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
12-3-4-5	26.7.76 - vol 1504-17, Aiguine Mairie de Nogent-Marne avec 1000 m² de terrain plan 25 GRANDSART mes Bou: 21.12.1920 - 27.4.1924 13.10.1928 - 15.8.1931 et 25.2.1934 Simp: 750000 F	vente 2,	12-3-4-5	26.7.76 - vol 172/145 - Paris de l'Etat de l'ancien Mairie de Nogent-Marne Simp: 1000 m² de terrain plan 25 GRANDSART mes Bou: 21.12.1920 - 27.4.1924 13.10.1928 - 15.8.1931 et 25.2.1934 Simp: 750000 F	Rep. Vente 2 Rep. def. du 16.19 n° 203

II - IMMEUBLES RURAUX

Section	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan
1	861	2	862	3	863
4	864	5	865	6	866
7	867	8	868	9	869
10	870	11	871	12	872
13	873	14	874	15	875
16	876	17	877	18	878

[illegible]

[illegible]

[illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)				A - MUTATIONS SERVICES ACTIVES (Suite)				B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)			
N° du plan	N° d'ordre	N° du plan	N° d'ordre	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations		
55	104	104	153								
56	105	105	154								
57	106	106	155								
58	107	107	156								
59	108	108	157								
60	109	109	158								
61	110	110	159								
62	111	111	160								
63	112	112	161								
64	113	113	162								
65	114	114	163								
66	115	115	164								
67	116	116	165								
68	117	117	166								
69	118	118	167								
70	119	119	168								
71	120	120	169								
72	121	121	170								
73	122	122	171								
74	123	123	172								
75	124	124	173								
76	125	125	174								
77	126	126	175								
78	127	127	176								
79	128	128	177								
80	129	129	178								
81	130	130	179								
82	131	131	180								
83	132	132	181								
84	133	133	182								
85	134	134	183								
86	135	135	184								
87	136	136	185								
88	137	137	186								
89	138	138	187								
90	139	139	188								
91	140	140	189								
92	141	141	190								
93	142	142	191								
94	143	143	192								
95	144	144	193								
96	145	145	194								
97	146	146	195								
98	147	147	196								
99	148	148	197								
100	149	149	198								
101	150	150	199								
102	151	151	200								
103	152	152									

[illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)						A - MUTATIONS			B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)		
N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	Immeubles	A - MUTATIONS		Immeubles	B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)	
							Dates, numéros et nature des formalités	Observations		Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55		104	183			2.224-56-7	8/6.1.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
56		105	184				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
57		106	185				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
58		107	186				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
59		108	187				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
60		109	188				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
61		110	189				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
62		111	190				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
63		112	191				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
64		113	192				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
65		114	193				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
66		115	194				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
67		116	195				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
68		117	196				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
69		118	197				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
70		119	198				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
71		120	199				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
72		121	200				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
73		122	201				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
74		123	202				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
75		124	203				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
76		125	204				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
77		126	205				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
78		127	206				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
79		128	207				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
80		129	208				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
81		130	209				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
82		131	210				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
83		132	211				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
84		133	212				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
85		134	213				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
86		135	214				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
87		136	215				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
88		137	216				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
89		138	217				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
90		139	218				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
91		140	219				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
92		141	220				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
93		142	221				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
94		143	222				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
95		144	223				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
96		145	224				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
97		146	225				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
98		147	226				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
99		148	227				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
100		149	228				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
101		150	229				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
102		151	230				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			
103		152	231				10.3.76-17.1504/17.1504	IN 01113			

2500

FICHE No 1 Commune **Marles-en-B.**

Autres fiches A. créées au nom de l'indiqué

N° 2 C^m **Albertine**

N° C^m N° C^m N° C^m

NOM: **GRANDSART** né le **15 8 1931** à **Marles-en-B.**

Prénoms: **Jacquette Madeline**

Epx: **GEORGES Paul André** né le _____ à _____

Epx: _____ né le _____ à _____

I - IMMEUBLES URBAINS

(Références aux fiches d'immeubles, modèles 1 et 2)

Adresses (Rues et numéros) ou à défaut, Houszelle

II - IMMEUBLES RURAUX

Adresses (Rues et numéros) ou à défaut, Houszelle

III - FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

Pour les formalités concernant les immeubles ruraux, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau D.

A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

Dates, numéros et nature des formalités

B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Dates, numéros et nature des formalités

Observations

[illegible]

[illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)						A - MUTATIONS		SERVITUDES ACTIVES (Suite)		B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)	
N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55		104				234567	16.7.76 - Vol 1504/77 - Vente	INDIVIS			
56		105					Vol de l'acte du 10.7.76 -	A Hér. 1-2-3			
57		106					à TUBAY ma. de M. L. 1952 -				
58		107					Vol de l'acte ROUSSEL n° 16				
59		108					3-1-1952				
60		109					Prop. 1800AF				
61		110					de ses deux inscriptions				
62		111									
63		112									
64		113									
65		114									
66		115									
67		116									
68		117									
69		118									
70		119									
71		120									
72		121									
73		122									
74		123									
75		124									
76		125									
77		126									
78		127									
79		128									
80		129									
81		130									
82		131									
83		132									
84		133									
85		134									
86		135									
87		136									
88		137									
89		138									
90		139									
91		140									
92		141									
93		142									
94		143									
95		144									
96		145									
97		146									
98		147									
99		148									
100		149									
101		150									
102		151									
103		152									

[illegible]

II - IMMEUBLES RURAUX (suite)					A - MUTATIONS		SERVITUDES ACTIVES (suite)		B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)	
N° d'ordre	N° du plan	N° de l'état	N° du plan	N° de l'ordre	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55		104		163	2.3.14-56	23.11.56	INQ.VIS.			
56		105		154	4.	15.04/27.05.56	INQ.VIS.			
57		106		155		Mise à jour du 10.7.75	A.Hot. 1-2.3			
58		107		156		à TUBRY No 12 11-2-1952				
59		108		157		et son épouse Rausser avec le				
60		109		158		3-4-1952				
61		110		159		(N° 75000)				
62		111		160		(de ses héritiers universels)				
63		112		161						
64		113		162						
65		114		163						
66		115		164						
67		116		165						
68		117		166						
69		118		167						
70		119		168						
71		120		169						
72		121		170						
73		122		171						
74		123		172						
75		124		173						
76		125		174						
77		126		175						
78		127		176						
79		128		177						
80		129		178						
81		130		179						
82		131		180						
83		132		181						
84		133		182						
85		134		183						
86		135		184						
87		136		185						
88		137		186						
89		138		187						
90		139		188						
91		140		189						
92		141		190						
93		142		191						
94		143		192						
95		144		193						
96		145		194						
97		146		195						
98		147		196						
99		148		197						
100		149		198						
101		150		199						
102		151		200						
103		152								

25083

[illegible]

II - IMMEUBLES BURAUX (Suite)										A - MUTATIONS			B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)		
N° d'ordre	Sec. du plan	N° d'ordre	Sec. du plan	N° d'ordre	Sec. du plan	N° d'ordre	Sec. du plan	N° d'ordre	Sec. du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55	104	153													
56	105	154													
57	106	155													
58	107	156													
59	108	157													
60	109	158													
61	110	159													
62	111	160													
63	112	161													
64	113	162													
65	114	163													
66	115	164													
67	116	165													
68	117	166													
69	118	167													
70	119	168													
71	120	169													
72	121	170													
73	122	171													
74	123	172													
75	124	173													
76	125	174													
77	126	175													
78	127	176													
79	128	177													
80	129	178													
81	130	179													
82	131	180													
83	132	181													
84	133	182													
85	134	183													
86	135	184													
87	136	185													
88	137	186													
89	138	187													
90	139	188													
91	140	189													
92	141	190													
93	142	191													
94	143	192													
95	144	193													
96	145	194													
97	146	195													
98	147	196													
99	148	197													
100	149	198													
101	150	199													
102	151	200													
103	152														

FICHE N° 1 COMMUNAL Marles-les-Bains

NOM: GRANDSART Prénoms: Ernest

né le 17 7 1898

à Saintes

Epoux: PARISOT Lucie

né le 17 7 1898

à Saintes

III - FORMALITES CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

B - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

Immeubles: 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12.

Observations: 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12.

II - IMMEUBLES RURAUX

Tableau I: Adresses (Rues et numéros) ou, à défaut, localité

Tableau II: Adresses (Rues et numéros) ou, à défaut, localité

FICHE No 1

Commune

Marles en Brie

NOM : ERNEST

Prénoms : *Jacques Marquette*

Epx : *BARTAIRE Christian Apollon*

Epx : *né le 6-5-1919*

né à *Paris (12^e)*

le 14 3 1954

I. — IMMEUBLES URBAINS

(Référer aux fiches d'immeubles, modèle B)

Adresses (rues et numéros)
ou, à défaut, localités

N° du plan

Section

N° du plan

Section

II. — IMMEUBLES RURAUX

N° du plan

Section

N° du plan

Section

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles ruraux, voir les fiches de chartes des immeubles dans les séries figurant au tableau I)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Date, nature et nature des formalités

Immeubles

Observations

B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Date, nature et nature des formalités

Immeubles

Observations

FICHE N° 1 Commune: **Marles en B**

N° 20- Fontenay-Tréport

N° C= C= C=

N° C= C= C=

N° C= C= C=

NOM: **BARTAIRE** né le **14-3-1954** à **Paris (195)**

Prénoms: **Ernest Lucien Marquie**

Epx: **Ernest** né le **14-3-1954** à **Paris (195)**

Epx: **Ernest** né le **14-3-1954** à **Paris (195)**

Vol. 8 n° 10

Réf: **10-3-1954**

1 - IMMEUBLES URBAINS

(Références aux fiches d'immeubles, modèle B)

Adresses (lieux et numéros) des immeubles

2 - IMMEUBLES RURAUX

(Références aux fiches d'immeubles, modèle B)

Adresses (lieux et numéros) des immeubles

III - FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Sur les formalités concernant les immeubles ruraux, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau 1)

A - MUTATIONS - SERVITUDES ACTIVES

B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Tableau 1: Formalités concernant les immeubles ruraux

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
1	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	1	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS
2	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	2	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS
3	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	3	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS
4	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	4	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS
5	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	5	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS
6	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	6	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS
7	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	7	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS
8	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	8	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS
9	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	9	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS
10	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS	10	14-3-1954 Vol. 8 n° 10 (même cadre) à la fiche n° 10	INDIVIS



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

MEAUX

Demande de renseignements n° 7704P04 2025F740
déposée le 31/10/2025, par Maître MIORINI ET ASSOCIES

Réf. dossier : 2024.0799-NLM - ORDONN VTE SAS PEROSA

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1975 au 15/10/2025 (date de mise à jour du fichier)
[x] Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les 68 faces de copies ci-jointes,
[x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier informatisé,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 16/10/2025 au 31/10/2025 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe qu'une formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A MEAUX, le 03/11/2025

Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Sylvie PIVA

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

Date : 03/11/2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 7704P04 2025F740

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1975 au 31/10/2025

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
277	MARLES-EN-BRIE	C 855 à C 857		
277		C 869		



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
MEAUX**

**21 PLACE DE L'EUROPE
77337 MEAUX CEDEX**

Téléphone : 0164353203

Mél. : spfe.meaux@dgifp.finances.gouv.fr

**Maître MIORINI ET ASSOCIES
4 RUE FERAY
91100 CORVEIL ESSONNES**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

RENSEIGNEMENTS D'URBANISMES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF DE SEINE-ET-MARNE
Pôle topographique et de gestion cadastrale Cité Administrative du Mont Thabor 77337
77337 MEAUX CEDEX
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

Département :
SEINE ET MARNE

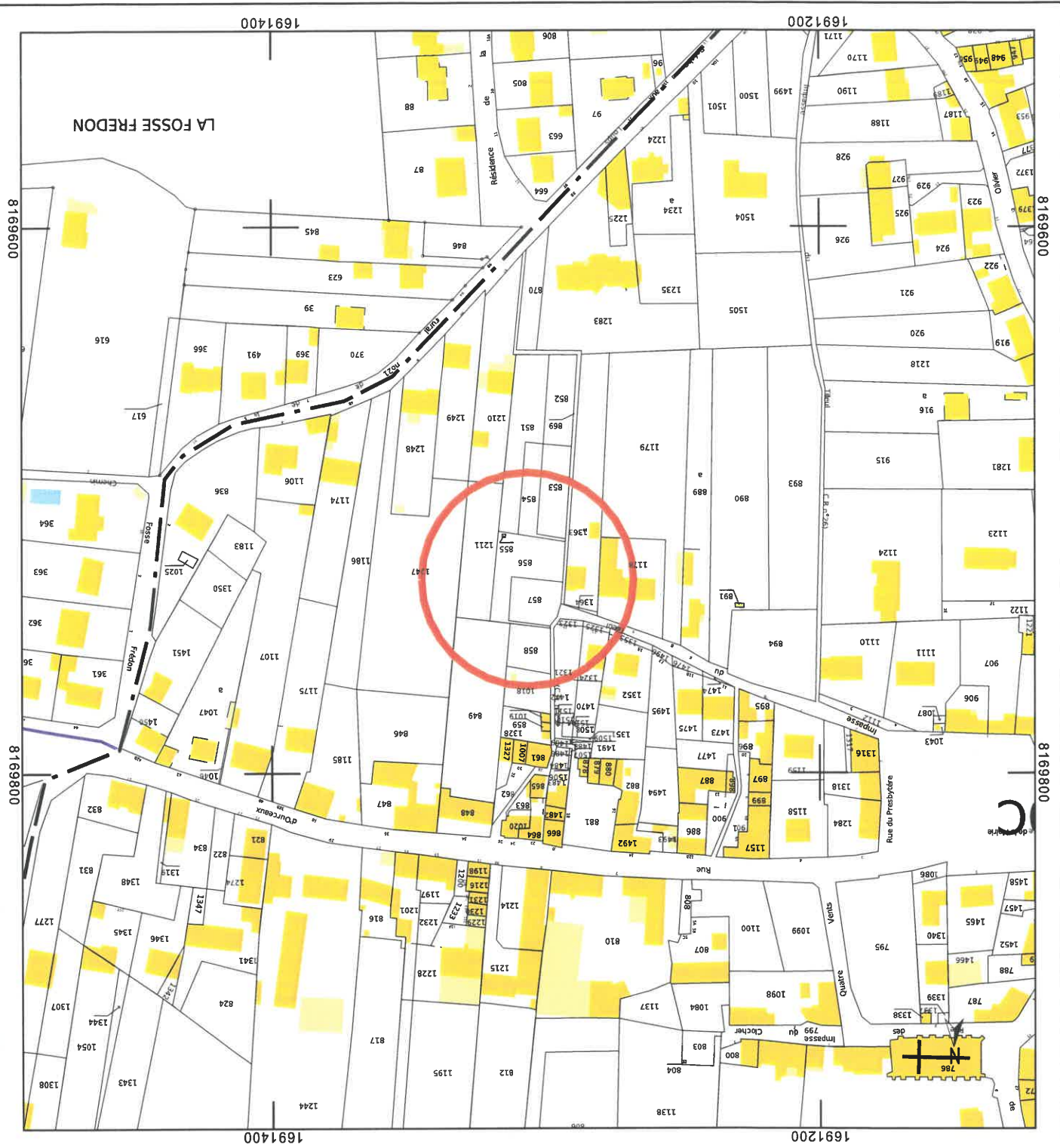
Commune :
MARLES-EN-BRIE

Section : C
Feuille : 000 C 04

Échelle d'origine : 1/1250
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 27/02/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances Publiques



Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 27/02/2025

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : GEOALLIANCE

SF2517303195

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 077					Commune : 277		MARLES-EN-BRIE			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
C	0855			MARLES	0ha00a02ca					
C	0856			MARLES	0ha05a00ca					
C	0857			MARLES	0ha03a03ca					

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier :

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 27/02/2025

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : GEOALLIANCE

SF2517304741

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 077					Commune : 277		MARLES-EN-BRIE			
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	N° plan	Contenance
C	0869			MARLES	0ha01a83ca					

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Dossier n°
CUa 77 277 25 10006

Commune de Marles-en-Brie

Place de la Mairie

77610 Marles-en-Brie

☎ 01.64.42.55.80

✉ urbanisme@marles-en-brie.fr

Date de dépôt : 28 février 2025

Nom et prénom du demandeur :

EURL GEOALLIANCE

Monsieur Loïc ZETTOR – Géomètre - Expert

25 rue de Paris

77220 Tournan-en-Brie

Objet de la demande : Certificat d'information

Adresse du terrain :

Impasse du Tillieu à Marles-en-Brie (77610)

Références cadastrales : C n° 857, C n° 856 et C n° 855

Date d'affichage : 14 mars 2025

Le Maire,

Vu les articles L. 332-15 à L. 332-16 du code de l'urbanisme, relatifs aux équipements propres dont la réalisation peut être exigée des bénéficiaires d'autorisation d'occupation ou d'utiliser le sol,

Vu le a) de l'article L. 410-1 et les articles R. 410-1 et suivants, R. 111-5 et A. 410-1 à A. 410-5 du Code de l'Urbanisme,

Vu les articles L. 621-30, L. 621-32 et L. 632-2 du code du patrimoine,

Vu les articles 1635 quater A et suivants du code général des impôts,

Vu le Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 17 février 2020 et, mis à jour le 13 octobre 2020,

Vu la délibération du 20 septembre 2007, soumettant les clôtures à déclaration sur la totalité du territoire de la commune, et les démolitions à permis de démolir dans les périmètres monuments historiques,

Vu l'arrêté, du 2 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Michel LACAS, pour notamment l'urbanisme avec l'instruction et la délivrance des autorisations d'urbanisme,

Vu la demande d'un certificat d'urbanisme n° 77 277 25 10006, déposée le 28 février 2025, à laquelle est annexée le plan de situation qui précise l'échelle et l'orientation du terrain à l'intérieur de la commune,

ARRÊTÉ

Article 1

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 à 6 du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Les parcelles cadastrées section C n° 857, C n° 856 et C n° 855 sont situées dans une commune régie par le Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 17 février 2020 et, mis à jour le 13 octobre 2020,

Zone : UA

Les clôtures ou modifications de clôtures sont soumises à déclaration préalable.
Les demandes de démolitions sont soumises à permis de démolir.

Article 3

Les parcelles cadastrées section C n° 857, C n° 856 et C n° 855 sont situées dans une zone d'Orientation d'Aménagement et de Programmes (O.A.P) n° 3 de l'Impasse du Tilleul.

Article 4

Les parcelles cadastrées section C n° 857, C n° 856 et C n° 855 dans un périmètre dans lequel s'applique un droit de préemption urbain au bénéfice de la commune.

Article 5

Les taxes et participations suivantes seront exigibles à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

- Taxe d'aménagement,
- Redevance d'archéologie préventive,
- Redevance pour la construction de bureaux, locaux de recherche, commerces et locaux de stockage (article L.520-1 du code de l'urbanisme),
- Taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines sur le territoire de la commune.

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis de construire ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas, elles seront mentionnées dans l'arrêt de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable :

- Participation pour assainissement collectif (PAC).

Article 6

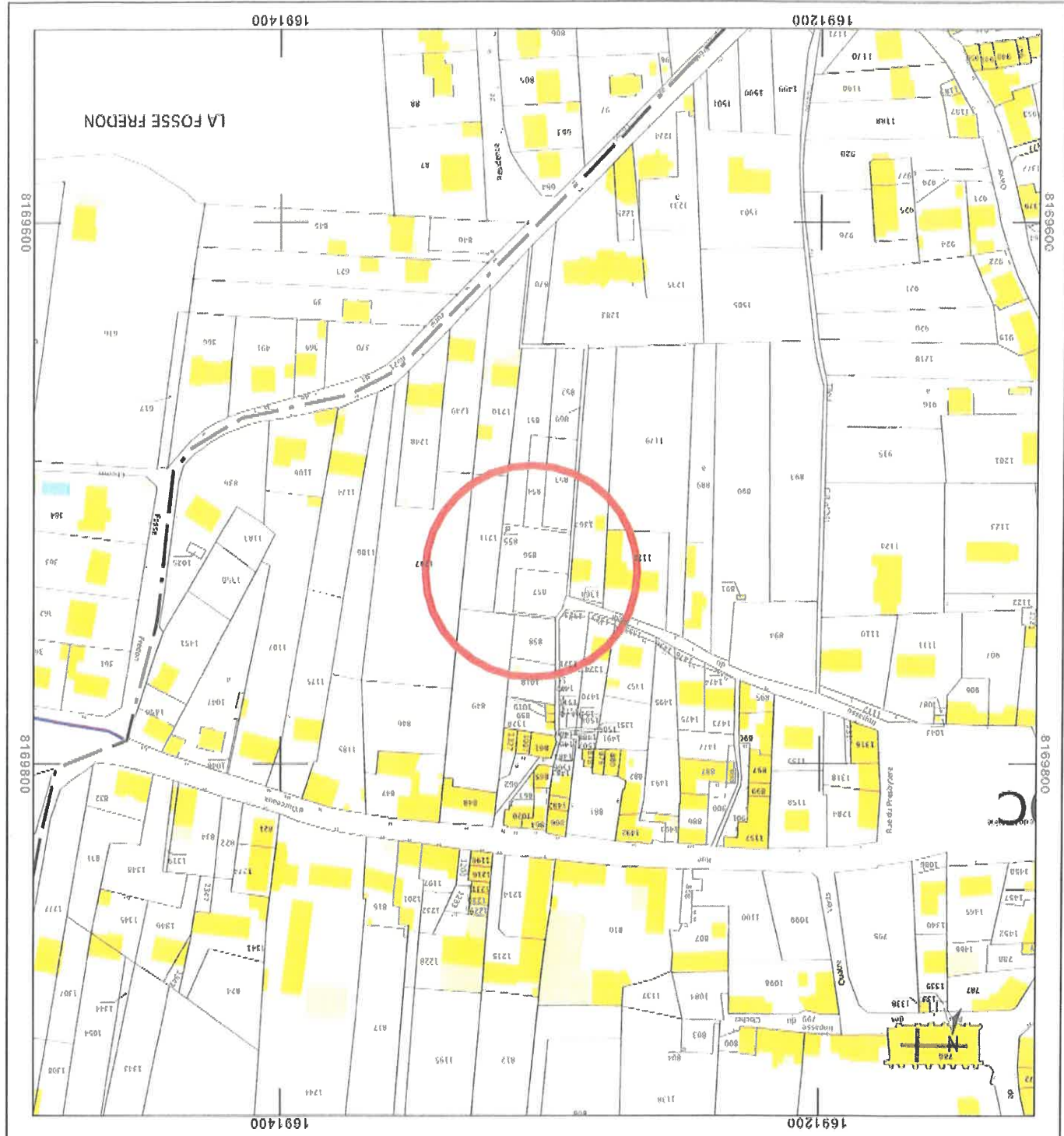
Le pétitionnaire devra réaliser et financer les travaux relatifs aux réseaux de télécommunication entre les limites de propriété et le point de démarcation avec les réseaux existants.
Le coût de l'étude et des travaux, variable en fonction des contraintes techniques, est compris entre 2 000 € et 10 000 €.

Fait à Marles-en-Brie, le 13 mars 2025
Pour le Maire, l'adjoint délégué à l'urbanisme



Michel LACAS

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales
Le (ou les) demandeur(s) peut (peuvent) contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il(s) peut (peuvent) saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télécours citoyens accessible sur le site Internet www.telerecours.fr
Durée de validité. Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation.
Effets du certificat d'urbanisme : Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.
Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF DE SEINE-ET-MARNE
Pôle topographique et de gestion
cadastre Cité Administrative du Mont
Thabor 77337
77337 MEAUX CEDEX
tél. - fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :
cadastre.gouv.fr

Département : SEINE ET MARNE
Commune : MARLES-EN-BRIE

Section : C
Feuille : 000 C 04
Echelle d'origine : 1/1250
Echelle d'édition : 1/2000
Date d'édition : 27/02/2025
(fuseau horaire de Paris)
Coordonnées en projection : RGF93CG49
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	Dossier n° CUa 77 277 25 10006
<p>Commune de Marles-en-Brie</p> <p>Place de la Mairie</p> <p>77610 Marles-en-Brie</p> <p>☎ 01.64.42.55.80</p> <p>✉ urbanisme@marles-en-brie.fr</p>	<p>Date de dépôt : 28 février 2025</p> <p>Nom et prénom du demandeur : EURL GEOALLIANCE Monsieur Loïc ZETTOR – Géomètre - Expert 25 rue de Paris 77220 Tournan-en-Brie</p> <p>Objet de la demande : Certificat d'information</p> <p>Adresse du terrain : Impasse du Tilleul à Marles-en-Brie (77610)</p> <p>Références cadastrales : C n° 857, C n° 856 et C n° 855</p> <p>Date d'affichage : 14 mars 2025</p>

Le Maire,

Vu les articles L. 332-15 à L. 332-16 du code de l'urbanisme, relatifs aux équipements propres dont la réalisation peut être exigée des bénéficiaires d'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol,

Vu le a) de l'article L. 410-1 et les articles R. 410-1 et suivants, R. 111-5 et A. 410-1 à A. 410-5 du Code de l'Urbanisme,

Vu les articles L. 621-30, L. 621-32 et L. 632-2 du code du patrimoine,

Vu les articles 1635 quater A et suivants du code général des impôts,

Vu le Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 17 février 2020 et, mis à jour le 13 octobre 2020,

Vu la délibération du 20 septembre 2007, soumettant les clôtures à déclaration sur la totalité du territoire de la commune, et les démolitions à permis de démolir dans les périmètres monuments historiques,

Vu l'arrêté, du 2 juin 2020, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Michel LACAS, pour notamment l'urbanisme avec l'instruction et la délivrance des autorisations d'urbanisme,

Vu la demande d'un certificat d'urbanisme n° 77 277 25 10006, déposée le 28 février 2025, à laquelle est annexée le plan de situation qui précise l'échelle et l'orientation du terrain à l'intérieur de la commune,

ARRÊTE

Article 1

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 à 6 du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 2

Les parcelles cadastrées section C n° 857, C n° 856 et C n° 855 sont situées dans une commune régie par le Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 17 février 2020 et, mis à jour le 13 octobre 2020,

Zone : UA

Les clôtures ou modifications de clôtures sont soumises à déclaration préalable.
Les demandes de démolitions sont soumises à permis de démolir.

Article 3

Les parcelles cadastrées section C n° 857, C n° 856 et C n° 855 sont situées dans une zone d'Orientation d'Aménagement et de Programmes (O.A.P) n° 3 de l'Impasse du Tilleul.

Article 4

Les parcelles cadastrées section C n° 857, C n° 856 et C n° 855 dans un périmètre dans lequel s'applique un droit de préemption urbain au bénéfice de la commune.

Article 5

Les taxes et participations suivantes seront exigibles à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

- Taxe d'aménagement,
- Redevance d'archéologie préventive,
- Redevance pour la construction de bureaux, locaux de recherche, commerces et locaux de stockage (article L.520-1 du code de l'urbanisme),
- Taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines sur le territoire de la commune.

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis de construire ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas, elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable :

- Participation pour assainissement collectif (PAC).

Article 6

Le pétitionnaire devra réaliser et financer les travaux relatifs aux réseaux de télécommunication entre les limites de propriété et le point de démarcation avec les réseaux existants.

Le coût de l'étude et des travaux, variable en fonction des contraintes techniques, est compris entre 2 000 € et 10 000 €.

Fait à Marles-en-Brie, le 13 mars 2025

Pour le Maire, l'adjoint délégué à l'urbanisme



Michel LACAS



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur(s) peut (peuvent) contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il(s) peut (peuvent) saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Durée de validité. Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation.

Effets du certificat d'urbanisme : Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Département :
SEINE ET MARNE

Commune :
MARLES-EN-BRIE

Section : C
Feuille : 000 C 04

Échelle d'origine : 1/1250
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 27/02/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

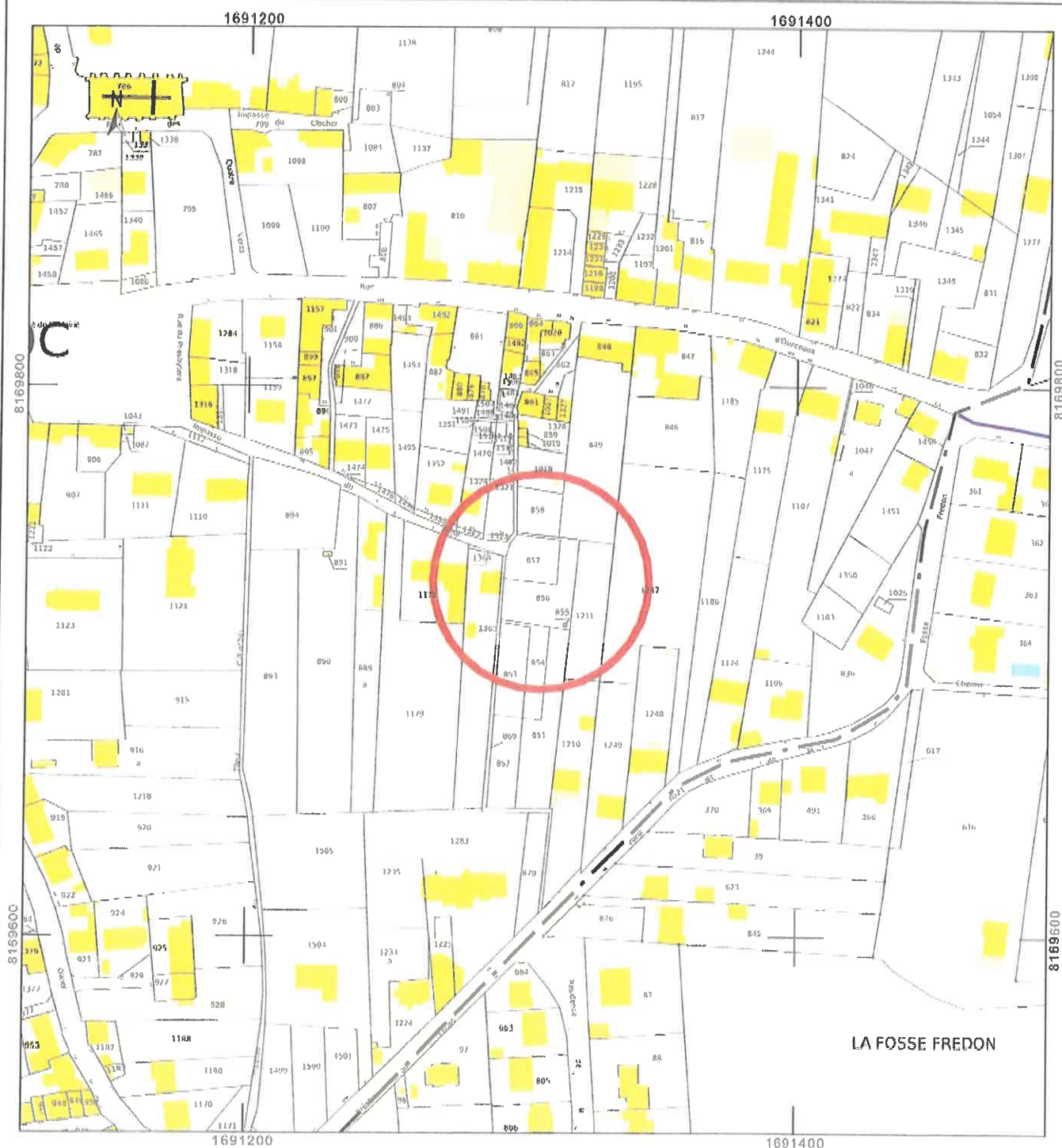
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF DE SEINE-ET-MARNE
Pôle topographique et de gestion
cadastrale Cité Administrative du Mont
Thabor 77337
77337 MEAUX CEDEX
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





Demande de certificat d'urbanisme

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez connaître les règles applicables en matière d'urbanisme sur un terrain.
- vous souhaitez savoir si l'opération que vous projetez est réalisable.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

C U 77 27725 1 0006
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente déclaration a été reçue à la mairie



Cachet de la mairie et signature du receveur

le 28/02/2025 -

1 Objet de la demande de certificat d'urbanisme

☒ a) **Certificat d'urbanisme d'information**

Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.

☐ b) **Certificat d'urbanisme opérationnel**

Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

2 Identité du ou des demandeurs

- ① Le demandeur sera le titulaire du certificat et destinataire de la décision.

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

2.1 Vous êtes un particulier

Nom

Prénom

2.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

GEOALLIANCE

Raison sociale

GEOMETRE - EXPERT

N° SIRET

9 5 3 4 1 6 4 2 7 0 0 0 1 1

Type de société (SA, SCI...)

EURL

Représentant de la personne morale :

Nom

ZETTOR

Prénom

Loïc

3 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 25 Voie : rue de paris

Lieu-dit : _____

Localité : tournan en brie

Code postal : 7 7 2 2 0 BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : _____ Indicatif pour le pays étranger : _____

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : _____ Division territoriale : _____

Adresse électronique :

urba @geoalliance.fr

☐ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

4 Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

4.1 Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : _____ Voie : impasse du Tilleul

Lieu-dit : _____

Localité : MARLES EN BRIE

Code postal : 7 7 6 1 0

4.2 Références cadastrales^[1] :

① Si votre projet porte sur plus de 3 parcelles cadastrales, veuillez renseigner une ou plusieurs annexes Références cadastrales complémentaires :

Préfixe : _____ Section : C Numéro : 0 8 5 5 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 2

Préfixe : _____ Section : C Numéro : 0 8 5 6 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 500

Préfixe : _____ Section : C Numéro : 0 8 5 7 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 303

Superficie totale du terrain (en m²)^[2] : 805

[1] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

[2] La superficie totale est l'addition de la superficie de chaque parcelle désignée dans le présent document et les annexes Références cadastrales complémentaires.

5 Cadre réservé à l'administration – Mairie

Articles L.111-11 et R.410-13 du code de l'urbanisme

5.1 État des équipements publics existants

Le terrain est-il déjà desservi ?

Équipements :

Voirie : Oui ☒ Non ☐

Eau potable : Oui ☒ Non ☐

Assainissement : Oui ☐ Non ☐

Électricité : Oui ☒ Non ☐

Observations :

Assainissement, eaux usées strictes, s'adresser au :
S.I.A.E.P.A.
Centre Technique Intercommunal
4 rue des Vieilles Chapelles
77610 Les Chapelles-Bourbon, qui gère les réseaux

5.2 État des équipements publics prévu

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

Équipements		Par quel service ou concessionnaire ?	Avant le
Voirie	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Eau potable	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Assainissement	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		
Électricité	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		

Observations :

La parcelle cadastrée section C n° 857, C n° 856 et C n° 855, est située en Zone UA au Plan local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé le 17 février 2020 et, mis à jour le 13 octobre 2020 et dans une zone d'Orientation d'Aménagement et de Programmes (O.A.P) n° 3 de l'Impasse du Tilleul. Les clôtures ou modifications de clôtures sont soumises à déclaration préalable. Les parcelles sont situées dans une zone de préemption au profit de la commune.

6 Engagement du (ou des) demandeurs

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus.

A tourna n' en brie

Fait le 28/02/2025

GEOALLIANCE -

M. Loïc ZETTOR géomètre-expert d.p.l.g.

Membre de l'ordre n°6886

Signature du (des) demandeur(s)

4 Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.


1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Vos données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice

de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère en charge de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère chargé de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* .

Concernant SITADEL, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.dai.sg@developpement-durable.gouv.fr

Attention, si votre question concerne le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez vous reporter au 1).

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), à partir de son formulaire de contact <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>.

* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>

TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

ZONE UA

La zone UA correspond au tissu urbain ancien du territoire comportant des équipements publics existants d'une capacité suffisante pour desservir les constructions futures.

La zone UA est concernée par :

- Des enveloppes d'alerte de zones humides DRIEE (Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie),

UA1 - Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdits dans la zone UA :

- 1.1 Les constructions à destination d'industrie,
- 1.2 Les constructions à destination d'entrepôt ne respectant pas les conditions fixées à l'article UA2,
- 1.3 Les constructions à destination d'exploitation agricole ou forestière,
- 1.4 Les constructions et installations classées pour la protection de l'environnement ne respectant pas les conditions fixées à l'article UA2,
- 1.5 Les constructions à destination d'activités artisanales et de bureaux ne respectant pas les conditions fixées à l'article UA2,
- 1.6 Le stationnement de caravanes ou de camping-cars, les campings, caravaning et les Habitations Légères de Loisirs,
- 1.7 Les dépôts de matériaux ou de déchets,
- 1.8 Les affouillements, exhaussements, décaissements et remblaiements des sols qui n'ont pas de rapport direct avec les travaux de construction, des aménagements viaires, paysagers ou hydrauliques,
- 1.9 Les garages en sous-sol sont interdits,
- 1.10 Tout ouvrage ne respectant pas les conditions de l'article UA2 portant atteinte à une zone humide avérée ou connue délimitée sur une superficie de plus de 1000 m² dont :
 - tous travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des zones humides,
 - l'urbanisation et l'imperméabilisation,
 - les travaux de curage ou provoquant un tassement ou un orniérage,
 - le remblaiement ou le comblement,
 - l'affouillement ou les exhaussements des sols,
 - la création de puits.

UA2 - Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont soumis à condition dans la zone UA :

2.1 Les constructions et installations classées pour la protection de l'environnement à condition qu'elles ne génèrent pas de nuisances et de dangers non compatibles avec la présence de l'habitat,

2.2 Les annexes à condition qu'elles ne soient pas liées à l'usage d'habitation,

2.3 Les constructions à destination d'activités artisanales et de bureaux à condition que les nuisances prévisibles soient compatibles avec la vocation de l'habitat et à condition que les besoins en infrastructure (voirie, réseaux) ne soient pas augmentés de façon significative,

2.4 Les constructions à destination d'entrepôts à condition qu'elles soient liées à une activité autorisée sur la zone,

2.5 Les sous-sols sont autorisés mais la construction doit être adaptée aux résultats d'un sondage de sol préalable,

2.6 Dans les zones humides avérées ou connues délimitées telles que décrites à l'article UA.1 les travaux qui y sont interdits peuvent être autorisés à condition que ce soit :

- des travaux de restauration des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles,
- des travaux prévus par le plan de gestion des zones humides (s'il en existe un),
- des aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux, à condition que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers, cyclables réalisés en matériaux perméables et non polluants, etc.).

2.7 Dans les secteurs repérés par une prescription d'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP), les constructions et installations sont autorisées à condition de respecter l'ensemble des orientations particulières contenues dans le document 3.0 OAP.

UA3 - Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées

3.1 Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès direct à une voie publique ou privée existante ou à créer ouverte à la circulation automobile et en état de viabilité. Les caractéristiques des voies doivent répondre aux normes en vigueur exigées par les services de la sécurité, de la défense contre l'incendie, de la protection civile et du ramassage des ordures ménagères.

3.2 Les accès ne doivent pas présenter un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques et privées existantes ou à créer ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée au regard de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

La largeur des accès est fixée :

- ▣ à 3 mètres minimum pour les accès d'une longueur d'appendice inférieur ou égale à 5 mètres,
- ▣ à 5 mètres minimum, sur toute la longueur de l'accès, pour les accès d'une longueur d'appendice supérieur à 5 mètres,
- ▣ les accès nouveaux d'une longueur d'appendice supérieur à 8 mètres sont interdits.

3.3 Les voies de desserte publiques ou privées nouvelles doivent avoir une largeur minimale de 6 mètres d'emprise.

3.4 Les voies de desserte publiques ou privées nouvelles en impasse de plus de 15 mètres linéaire, doivent comporter en leur extrémité une aire de retournement permettant les demi-tours des véhicules de sécurité, d'incendie et de ramassage des ordures ménagères (se conformer à la réglementation en vigueur),

3.5 Les règles du présent article pourront ne pas être appliquées dans le cas de constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

UA4 - Les conditions de desserte des terrains par les réseaux

4.1 Alimentation en eau potable

Pour recevoir une construction ou une installation nouvelle qui, par sa destination, implique une utilisation d'eau potable, un terrain doit obligatoirement être raccordé au réseau public de distribution d'eau potable par un branchement de caractéristiques suffisantes et en conformité avec la réglementation en vigueur.

4.2 Assainissement

4.2.1 Eaux usées

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation engendrant des eaux usées.

En l'absence d'un tel réseau ou en cas d'impossibilité technique grave de s'y raccorder, les eaux usées devront être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation sanitaire en vigueur. Ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors-circuit et la construction directement raccordée au réseau, lorsqu'il sera réalisé.

Toute évacuation des eaux ménagères ou des effluents non traités dans les fossés, cours d'eau et canalisation d'assainissement eaux pluviales, est interdite.

4.2.2 Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales (articles 640 et 641 du Code Civil). Le rejet en rivière de ces eaux doit faire l'objet d'une autorisation des services compétents.

Le traitement des eaux pluviales devra être réalisé intégralement au sein de l'unité foncière avec rejets éventuels vers un émissaire naturel, dans la limite pour tout terrain, de 1l/s/ha pour une pluie décennale. En cas d'impossibilité, les eaux pluviales des constructions nouvelles et aménagements nouveaux devront mettre en œuvre des techniques d'infiltration et de rétention des eaux avec des rejets limités dans le réseau, lorsqu'il existe et que ses capacités sont suffisantes.

4.3 Réseaux électriques et téléphoniques

Le raccordement des constructions nouvelles devra se faire en souterrain jusqu'à la limite du domaine public.

Cette règle ne s'applique pas aux aménagements et extensions de constructions existantes.

UA5 - La superficie minimale des terrains constructibles

Non réglementé.

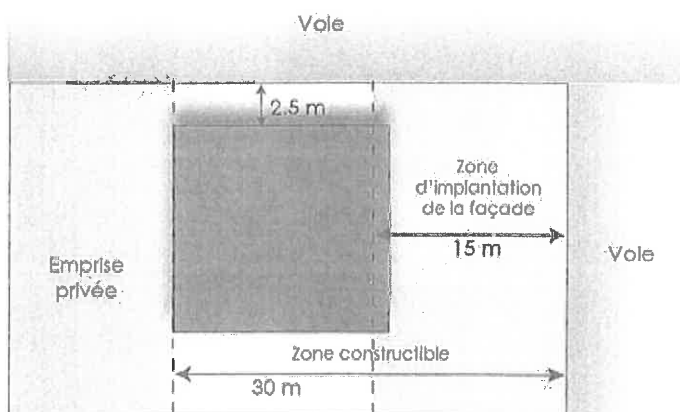
UA6 - L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ou privées

6.1 Les constructions doivent être implantées dans une bande constructible de 30 mètres mesurée depuis les voies de desserte publiques ou privées existantes ou à créer situées en zone constructible,

6.2 Les façades des constructions principales doivent être implantées dans une bande comprise entre 0 et 15m par rapport à la voie de desserte publique ou privée existante ou à créer située en zone constructible,

6.3 Au-delà de la bande de 30 mètres, mesurée depuis la voie de desserte publique ou privée, seules les annexes isolées sont autorisées,

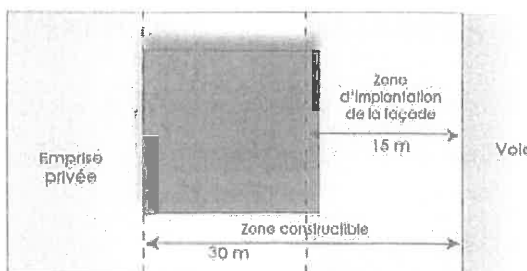
6.4 Les façades des constructions doivent être implantées soit à l'alignement de la voie ou, avec un retrait maximum de 15 mètres, mesuré à partir de la voie de desserte publique ou privée existantes ou à créer,



6.5 Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux extensions des constructions existantes à la date d'approbation du PLU implantées à l'alignement ou avec un retrait supérieur à 15 mètres ou au-delà de la bande de 30 mètres,

6.6 Pour les terrains situés à l'angle de deux rues, l'alignement ou un retrait maximum de 15 mètres doit être respectée par rapport à l'une des voies publiques ou privées et en retrait d'au moins 2,50 mètres par rapport à l'autre voie publique ou privée,

6.7 Dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le plan local d'urbanisme sont appréciées au regard de chaque nouvelle parcelle, par dérogation aux dispositions de l'article R.123-10-1 du code de l'urbanisme,



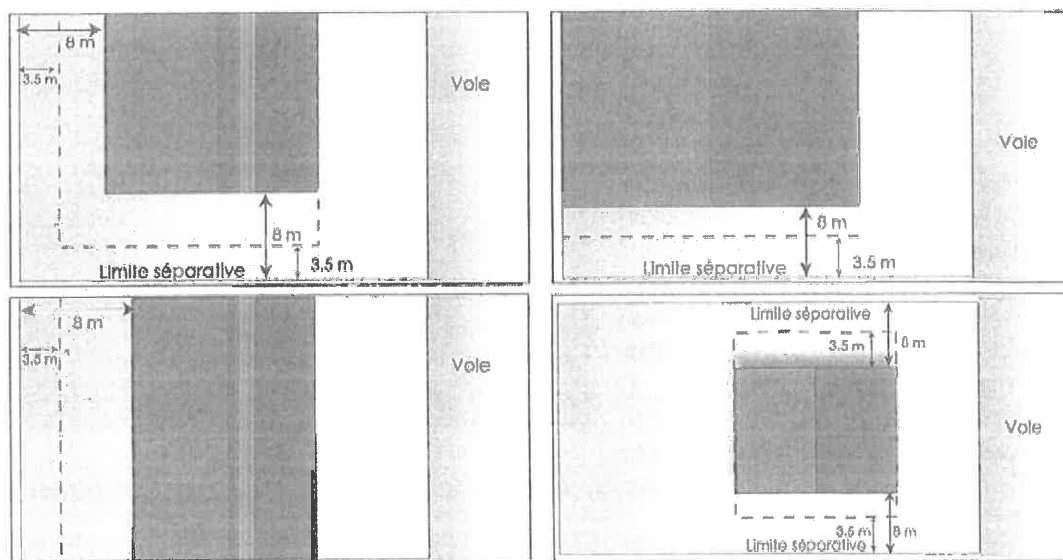
6.8 Les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif peuvent être implantées à l'alignement de la voie de desserte existante ou avec un minimum d'un mètre en retrait.

UA7 - L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

7.1 Les constructions peuvent être implantées soit ;

- sur une ou plusieurs limites séparatives,
- ou en recul des limites séparatives en respectant un recul d'au moins 3,5 mètres en cas de façade aveugle et 8 mètres en cas de façade comportant au moins une ouverture uniquement en rez-de-chaussée.

Différents scénarios



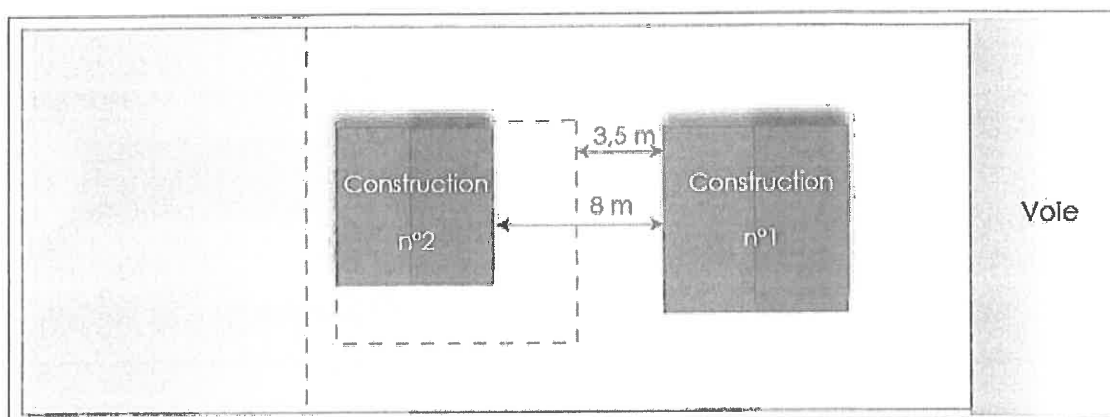
7.2 Les bassins des piscines doivent respecter un recul d'au moins 3 mètres des limites séparatives,

7.3 Dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le plan local d'urbanisme sont appréciées au regard de chaque nouvelle parcelle, par dérogation aux dispositions de l'article R.123-10-1 du code de l'urbanisme,

7.4 Les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif peuvent être implantées à l'alignement des limites séparatives, ou avec un minimum d'un mètre en retrait.

UA8 - L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

8.1 Une distance de 3,5 mètres doit être mesurée entre deux constructions non contiguës sur une même unité foncière en cas de façade aveugle et 8 mètres en cas de façade comportant au moins une ouverture en rez-de-chaussée, sur au minimum une construction,



8.2 Dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le plan local d'urbanisme sont appréciées au regard de chaque nouvelle parcelle, par dérogation aux dispositions de l'article R.123-10-1 du code de l'urbanisme,

8.3 Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas :

- aux constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif,

UA9 - L'emprise au sol des constructions

9.1 Dans le cas d'un lotissement ou dans celui de la construction, sur un même terrain, de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le plan local d'urbanisme sont appréciées au regard de chaque nouvelle parcelle, par dérogation aux dispositions de l'article R.123-10-1 du code de l'urbanisme,

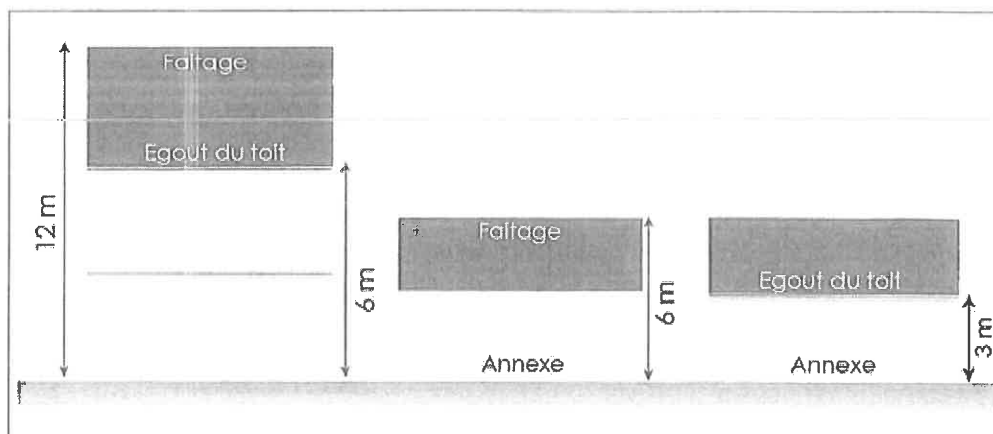
9.2 L'emprise au sol des constructions y compris les annexes ne pourra excéder 65% de la superficie de l'unité foncière,

9.3 L'emprise au sol des bâtiments annexes ne peut excéder 20% de la superficie de l'unité foncière,

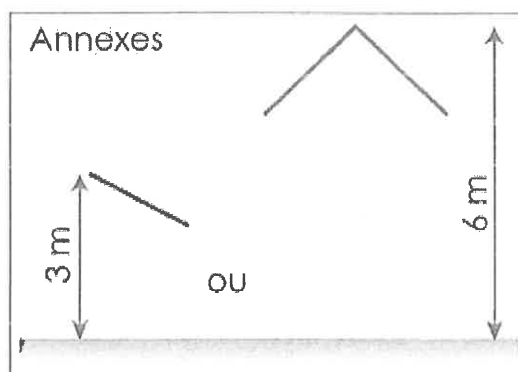
9.4 Les règles ci-dessus ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif et à l'aménagement ou la réhabilitation d'un bâtiment existant.

UA10 - La hauteur maximale des constructions

10.1 La hauteur des constructions nouvelles ne doit pas excéder $R+I+C$, mesurée depuis le terrain naturel et respecter 6 mètres maximum à l'égout du toit sans jamais dépasser 12 mètres au faîtage,



10.2 La hauteur des annexes ne doit pas excéder 3 mètres, mesurée depuis le terrain naturel jusqu'à l'égout du toit sans dépasser 6 mètres au faîtage en cas de toiture à deux pentes, et 3 mètres au faîtage en cas de toiture à une seule pente,



10.3 Les dispositions de l'article ci-dessus ne s'appliquent pas :

- aux constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif,
- aux ouvrages élevés d'intérêt public, notamment de type châteaux d'eau, relais hertzien, transformateur,
- aux extensions des constructions existantes sans augmentation de la hauteur initiale.

UA11 - L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Règles générales

11.1 Les constructions et installations, par leur nature, leur volume ou leur aspect, doivent être compatibles avec le caractère du voisinage. Les constructions, installations et les terrains non bâtis doivent être en harmonie avec le paysage de la zone, ou du secteur, et être entretenus pour ne pas porter atteinte ni à la salubrité, ni à la sécurité publique,

11.2 Les différents murs d'un bâtiment y compris les annexes, qu'ils soient aveugles ou non, visibles ou non de la voie publique, doivent être construits en matériaux de même nature ou ayant entre eux une suffisante parenté d'aspect et de couleur. Ils devront présenter un aspect convenable et donner des garanties de bonne conservation,

11.3 L'architecture des constructions et des clôtures doit être conçue en harmonie avec le bâti environnant,

11.4 Les dispositions édictées par le présent article relatives aux toitures, parements extérieurs, clôtures et dispositions diverses pourront ne pas être imposées en cas :

- d'équipements collectifs,
- de projets d'architecture bioclimatique utilisant des technologies énergétiques nouvelles (habitat solaire, architecture bio-climatique, etc.) sous réserve toutefois que l'intégration de la construction à réaliser dans l'environnement naturel ou le paysage urbain soit particulièrement étudiée,
- les vitrines des commerces,
- les locaux accessoires non maçonnés de moins de 20 m² de surface au sol,
- les vérandas, serres et piscines,
- les constructions suivantes affirmant une architecture de style contemporain :
 - les constructions ou parties de construction mettant en valeur un aspect ou une fonction du bâtiment,
 - les constructions servant de liaison entre deux parties bâties différentes en volumétrie, facture ou époque architecturale...
- les travaux et les extensions d'une construction existante ainsi que les constructions édifiées sur une propriété supportant déjà une construction principale, pour :
 - s'harmoniser avec l'architecture de la construction existante,
 - s'adapter à la volumétrie ou au positionnement des baies de la construction existante

11.5 Toitures :

11.5.1 Les toitures des constructions doivent être composées de deux pentes comprises entre 40° et 45°,

11.5.2 Les toitures des annexes peuvent être composées de deux pentes comprises entre 40° et 45°.

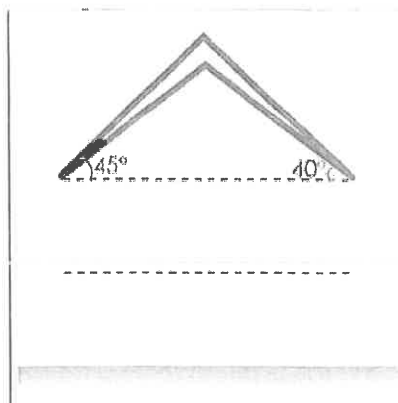
Une pente inférieure à 40° est acceptée pour les toitures mono pentes des annexes,

11.5.3 En cas de débords sur pignons, ils ne doivent pas excéder 50 centimètres et ne sont pas autorisés en cas d'implantation sur les limites séparatives,

11.5.4 Il n'est pas fixé de règles pour les toitures des vérandas et des verrières sur toiture,

11.5.5 Les toitures à pentes, à l'exception des annexes isolées et des vérandas, doivent être recouvertes par des matériaux de teinte et d'aspect similaires à de la tuile ou de l'ardoise. Est autorisée, sous réserve d'une insertion convenable dans l'environnement bâti, l'implantation en toiture de dispositifs de captage de l'énergie solaire (chauffage, production d'électricité...),

11.5.6 Les toits terrasses sont autorisés à condition qu'ils soient utilisés pour l'aménagement de technologies énergétiques nouvelles (habitat solaire, architecture bio-climatique, toiture végétalisée etc.).



11.6 Matériaux et coloration

11.6.1 L'emploi sans enduit de matériaux destinés à être recouverts (briques creuses, parpaings, carreaux de plâtre, etc.) est interdit,

11.6.2 La coloration des enduits et des menuiseries devra être conforme à la palette chromatique du CAUE77 située en annexe en plus de la couleur blanche,

11.6.3 Les façades ou les pignons des constructions face aux voies doivent comporter un encadrement des ouvertures en enduit lissé ou en jointoiement.

11.7 Volets

11.7.1 Les volets roulants sont autorisés si conjointement des volets battants ou coulissants existent et si leurs coffres sont insérés dans la maçonnerie,

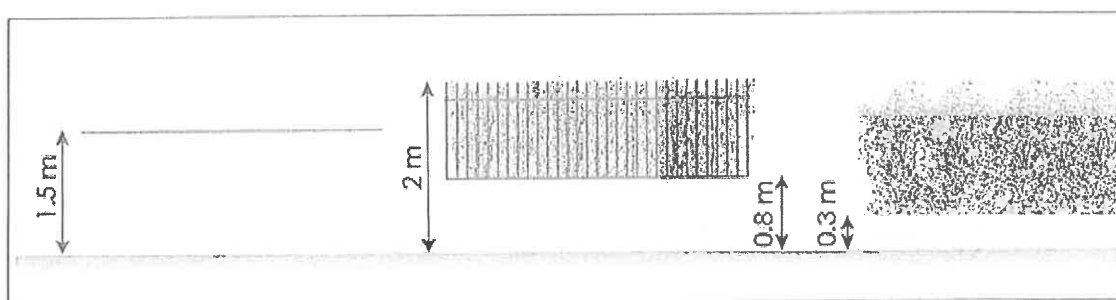
11.7.2 Il n'est pas imposé de volets battants ou coulissants en cas de baie d'une largeur supérieure à 1,80 m,

11.8 Clôture

11.8.1 La hauteur des clôtures est limitée à 2 mètres,

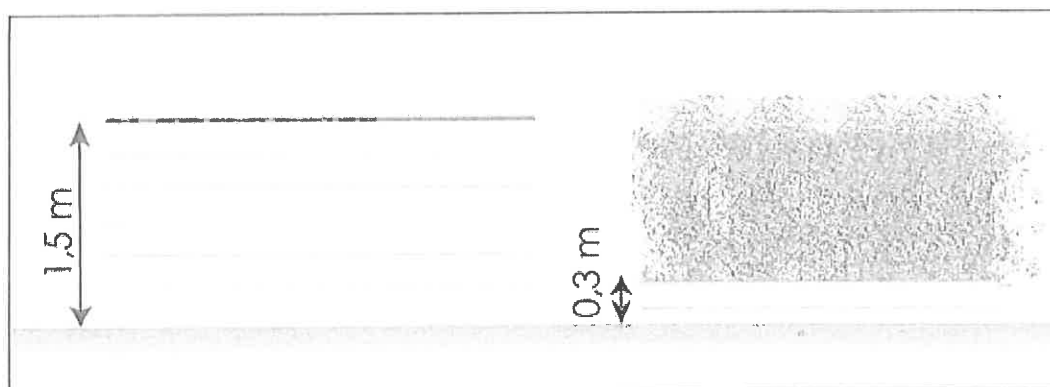
11.8.2 Les clôtures sur voie principale peuvent être composées soit :

- ▣ d'un mur plein d'une hauteur de 1,5 mètres minimum en pierres apparentes, rejointoyé ou revêtu d'un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec les constructions existantes dans le voisinage ou du même matériau de revêtement extérieur que la construction principale,
- ▣ d'un muret d'une hauteur de 0,80 mètre ou d'un soubassement (en pierres apparentes, rejointoyé ou revêtu d'un enduit) d'une hauteur de 0,30 mètre, surmonté d'un barreaudage vertical ou d'un grillage, doublé ou non d'une haie vive.



11.8.3 Les clôtures en limites séparatives peuvent être composées soit :

- ▣ d'un mur plein d'une hauteur de 1,5 mètre minimum, en pierres apparentes, revêtu d'un enduit ou du même matériau de revêtement extérieur que la construction principale,
- ▣ D'un soubassement d'une hauteur de 0,30 mètre (en pierres apparentes, rejointoyé ou revêtu d'un enduit), surmonté d'un barreaudage vertical ou d'un grillage, doublé ou non d'une haie vive.



11.8.4 Les clôtures en matériaux préfabriqués non enduits sont interdites.

UA12 - Les obligations imposées en matière de réalisation d'aires de stationnement

12.1 Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des installations et constructions nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique, par la réalisation d'aires de stationnement sur le terrain propre à l'opération,

12.2 Chaque place de stationnement devra présenter un minimum de 5 m de longueur sur 2,80 m de largeur,

12.3 Il devra être réalisé, à l'occasion de toute construction, installation nouvelle, création de nouveaux logements ou de tout changement d'affectation et/ou de destination d'une construction existante, des aires de stationnement sur le terrain propre à l'opération et selon les prescriptions énumérées aux paragraphes ci-après du présent article,

12.4 Pour les constructions à destination d'habitat, il est exigé la réalisation minimale de deux places de stationnement par nouveau logement créé,

12.5 Dans le cadre d'une opération d'ensemble, il sera réalisé, en plus des places exigées pour les logements, deux places de stationnement visiteur par tranche entamée de 3 logements,

12.6 Dans le cas d'une division en plusieurs logements il sera exigé en plus des places exigées pour les logements, une place visiteur pour trois logements créés,

12.7 Pour les constructions financées par un prêt aidé de l'Etat, il est exigé l'aménagement d'une place de stationnement par logement,

12.8 Pour les constructions à destination de bureau, il est exigé la réalisation de 1 place de stationnement par tranche de 55 m² de Superficie de Plancher entamés,

12.9 Pour les constructions à destination d'artisanat, il est exigé la réalisation de 1 place de stationnement par tranche de 55 m² de Superficie de Plancher entamés,

12.10 Pour les constructions à destination de commerce, il n'est pas exigé la réalisation de place de stationnement en dessous de 50 m² de Superficie de Plancher. Au-delà des 50m² Il est exigé 1 place de stationnement par tranche de 50m²,

12.11 Pour les constructions nécessaires au service public ou d'intérêt collectif, le nombre de places de stationnement est déterminé en fonction :

- du besoin induit par les constructions,
- et les possibilités de stationnement dans les quartiers avoisinants.

UA13 - Les obligations imposées en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux, de loisirs et de plantations

13.1 Les aires de stationnement, comportant plus de 4 places, doivent être plantées à raison d'un arbre pour 4 places,

13.2 Les espaces libres non bâtis ou non occupés par des aires de stationnement doivent être plantées ou engazonnées et doivent représenter au minimum 30 % de l'unité foncière,

13.3 Les espèces végétales invasives avérées annexées au règlement sont à proscrire,

13.4 En cas d'opération d'aménagement, il devra être prévu un local poubelle dimensionné au nombre de logements.

UA14 - Le coefficient d'occupation du sol

Non réglementé.

UA15 - Les obligations imposées, en matière de performances énergétiques et environnementales

15.1 Pour les espaces réservés aux stationnements, il est recommandé d'aménager des stationnements végétalisés, afin de réduire les espaces imperméabilisés,

15.2 L'installation de dispositifs de production d'énergie renouvelable pour l'approvisionnement énergétique des constructions (chaudière bois, eau chaude sanitaire solaire, pompes à chaleur, photovoltaïque, géothermie...) est recommandée,

15.3 L'utilisation de matériaux durables pour la construction est recommandée,

15.4 L'orientation et la conception des constructions, visant à limiter la consommation d'énergie, sont recommandées,

15.5 Les dispositions, ci-avant, ne s'appliquent pas pour la construction de bâtiments publics ou à usage d'intérêt général.

Mairie de Marles-en-Brie
Place de la Mairie
77 610 Marles-en-Brie

PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE DE MARLES-EN-BRIE 3- OAP



40, rue Moreau Duchesne - BP 12
77910 Varreddes

urbanisme@cabinet-greuzat.com
<http://www.cabinet-greuzat.com>

*Vu pour être annexé à la
délibération d'arrêt projet du
Conseil Municipal en date du :
12/03/2019*

Le Maire

A.I. OAP 1 DU CENTRE-BOURG	3
A.I.1. CONTEXTE ET ENJEUX	3
A.I.2. ORIENTATIONS PARTICULIERES	3
A.I.3. SCHEMA DE PRINCIPE D'AMENAGEMENT	4
A.II. OAP 2 DE L'AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	6
A.II.1. CONTEXTE ET ENJEUX	6
A.II.2. ORIENTATIONS PARTICULIERES	6
A.II.3. SCHEMA DE PRINCIPE D'AMENAGEMENT	7
A.III. OAP 3 DE L'IMPASSE DU TILLEUL	9
A.III.1. CONTEXTE ET ENJEUX	9
A.III.2. ORIENTATIONS PARTICULIERES	9
A.III.3. SCHEMA DE PRINCIPE D'AMENAGEMENT	10
A.IV. OAP 4 DE LA RUE DE LA CROIX SAINT-PIERRE	12
A.IV.1. CONTEXTE ET ENJEUX	12
A.IV.2. ORIENTATIONS PARTICULIERES	12
A.IV.3. SCHEMA DE PRINCIPE D'AMENAGEMENT	13

Les Orientations d'Aménagements et de Programmes (OAP) sont des pièces du Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui contribuent à faire le lien entre le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et le stade opérationnel des projets d'aménagement. Le territoire de MARLES-EN-BRIE comporte **4 Orientations d'Aménagement et de Programmation** sur :

A.I. OAP 1 DU CENTRE-BOURG

A.I.1.CONTEXTE ET ENJEUX

La zone se situe en plein cœur de bourg sur une superficie de 0,9 hectare. Il s'agit d'une zone dans un contexte de tissu urbain ancien, entouré d'habitations sur de petites parcelles en lanières et de forte densité. La zone est proche des commodités et se situe à environ 100 mètres de la Mairie et 50 mètres de l'église. La partie Nord de la zone est marquée par la présence d'un parc boisé privé. La zone d'étude est concernée par la présence d'une servitude AC1 liée aux monuments historiques. Aucun risque majeur et aucune contrainte environnementale n'est recensé sur la zone.

La zone s'inscrit en cœur de bourg. Il s'agit en partie d'un corps de ferme en cours de mutation ainsi que des maisons d'habitations anciennes, d'une pâture et de fonds de jardins. Le tissu urbain ancien qui entoure l'orientation d'aménagement est assez dense, avec de petites parcelles.



A.I.2.ORIENTATIONS PARTICULIERES

Chaque OAP doit préciser les mesures prises pour assurer :

- 1- *La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère,*
- 2- *La mixité fonctionnelle et sociale,*
- 3- *La qualité environnementale et prévention des risques,*
- 4- *Les besoins en matière de stationnement,*
- 5- *La desserte en transports en commun,*
- 6- *La desserte des terrains par les voies et réseaux.*

Dispositions complémentaires au règlement.

La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère

Le projet prévoit la construction d'habitat individuel et d'habitat collectif, les constructions doivent être implantées à l'alignement de la voie existante ou à créer, aux endroits figurés dans le document graphique. Le règlement prévoit une emprise au sol ne pouvant excéder 65% de la superficie de l'unité foncière. La hauteur des constructions est fixée à 6 mètres maximum à l'égout du toit sans jamais dépasser 12 mètres au faîtage.

Afin d'intégrer le projet dans son environnement paysager, il conviendra de préserver et/ou de renforcer la couture paysagère existante sur la limite Nord de la zone de projet, de prendre en compte l'espace vert sur la partie Nord-Est. L'OAP prévoit la création d'une

place communale à proximité de l'église destiné notamment à dégager un espace de convivialité lors des événements. Un principe d'alignement à la voie devra être conservé le long de la rue d'Ourceaux et des 4 vents.

La mixité fonctionnelle et sociale

Le secteur sera dédié à l'implantation de logements individuels (de type maison de ville) et collectifs avec possibilité de bureau et de commerces. Il est prévu une réceptivité maximale de 19 logements dont 9 logements collectifs minimum et 10 maisons individuelles maximum à 21 logements par hectare.

La qualité environnementale et prévention des risques

La zone de projet se situe sur un aléa faible de retrait gonflement des argiles. Il n'y a pas de zones humides avérées d'après le SAGE de l'Yerres.

Les besoins en matière de stationnement

Le règlement prévoit au minimum 2 places par logements, il sera réalisé en plus deux places de stationnement visiteur par tranche entamée de 3 logements. Le règlement de la zone UA complète les dispositions spécifiques notamment sur l'article 12.

La desserte en transports en commun

L'arrêt de bus le plus proche se situe sur la place de la mairie, arrêt « Mairie » à 50 mètres de la zone de projet. Il s'agit du réseau Transdev ligne 33 desservant la ville de LA HOUSSE, MARLES EN BRIE ET LA GARE SNCF, ET LA COMMUNE DE LUMIGNY-LES-ORMAUX...

La desserte des terrains par les voies et réseaux

Un accès à la zone devra être aménagé de façon sécurisée sur la rue d'Ourceaux avec un débouché sur la rue des 4 Vents.

Une voie principale à sens unique dédié aux déplacements routiers et piétons sera accompagnée d'un traitement paysager et de stationnements communs avec intégration d'un principe de place communale et place de retournement.

Programmation

Le projet devra être réalisé en une seule opération.

A.I.3.SCHÉMA DE PRINCIPE D'AMÉNAGEMENT

Le schéma de principe d'aménagement retranscrit les grands principes des orientations particulières d'aménagement et d'urbanisme exposées ci-dessus.

RECEPTIVITE

19 logements

- 9 logements collectifs minimum
- 10 maisons individuelles maximum

limite de zone (PLU)

Couture paysagère

Espace vert à conserver

Principe de voie

Aménagement d'une place communale

Aménagement d'une placette et parking

Logements individuels (Maisons de ville) de type R+1

Logements collectifs de type R+1

Principe d'alignement à la voie

Réserve d'accès potentiel

Phase indépendante urbanisable dès l'approbation du PLU



GREUZAT

SCHEMA DE PRINCIPE OAP CENTRE-BOURG



A.II. OAP 2 DE L'AVENUE DU GENERAL DE GAULLE

A.II.1.CONTEXTE ET ENJEUX

La zone se situe à proximité de la gare SNCF sur une superficie de 1,57 hectare. Il s'agit d'une ancienne zone économique à proximité de la gare SNCF de La Houssaye-en-Brie (150 mètres). La zone d'étude est déconnectée du centre-bourg de Marles en Brie. La partie Nord de la zone est marquée par la présence du ru du Bréon. En partie Sud on retrouve des habitations implantées le long de l'avenue. La zone d'étude est concernée par la servitude A4, liée au périmètre de conservation des eaux du ru du Bréon.

A.II.2.ORIENTATIONS PARTICULIERES

Chaque OAP doit préciser les mesures prises pour assurer :

- 1- La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère,*
- 2- La mixité fonctionnelle et sociale,*
- 3- La qualité environnementale et prévention des risques,*
- 4- Les besoins en matière de stationnement,*
- 5- La desserte en transports en commun,*
- 6- La desserte des terrains par les voies et réseaux.*

Dispositions complémentaires au règlement.

La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère

Le projet prévoit la construction d'habitat individuel et d'habitat collectif. Le règlement de la zone UB prévoit les règles d'implantations. Les façades des constructions principales doivent être implantées en retrait dans une bande comprise entre 6 m et 15m par rapport à la voie. Le règlement prévoit une emprise au sol ne pouvant excéder 40% de la superficie de l'unité foncière. La hauteur des constructions est fixée à 6 mètres maximum à l'égout du toit sans jamais dépasser 12 mètres au faîtage et doit respecter R+1+C.

Afin d'intégrer le projet dans son environnement paysager, une bande de protection du ru du Bréon est prévue.

La mixité fonctionnelle et sociale

La zone de l'OAP sera dédiée à l'implantation de 15 maisons individuelles avec possibilité de bureau et de commerces ainsi que la création de 30 logements collectifs dont 15 logements sociaux. Il est prévu une réceptivité maximale de 45 logements avec une densité moyenne de 30 logements par hectare.

La qualité environnementale et prévention des risques

La zone de projet se situe sur un aléa faible de retrait gonflement des argiles. Il n'y a pas de zones humides avérées d'après le SAGE de l'Yerres. La zone est comprise dans une enveloppe d'alerte de zone humide de classe 3 selon la DRIEE, une étude de détermination de zones humides a été réalisée sur les parcelles concernées, aucune zone humide n'est avérée. (Cf étude annexe).

Cette zone ne présente aucun risque majeur, ni de contraintes environnementales majeures. Pour gérer les eaux pluviales il est prévu la création d'espace vert avec gestion des eaux par rétention/infiltration.

Vu la proximité du ru du Bréon, les Rez-de-Chaussées devront être réhaussés de 30 cm par rapport au terrain naturel.

Les besoins en matière de stationnement

Le règlement prévoit au minimum 2 places par logements, il sera réalisé en plus deux places de stationnement visiteur par tranche entamée de 3 logements. Le règlement de la zone UB complète les dispositions spécifiques notamment sur l'article 12.

La desserte en transports en commun

L'arrêt de bus le plus proche se situe à environ 150 mètres de la zone de projet au niveau de la gare SNCF. Il s'agit du réseau Transdev desservant les villes de LA HOUSSAYE, MARLES EN BRIE ET LA GARE SNCF, ET LA COMMUNE DE LUMIGNY-LES-ORMAUX...

La desserte des terrains par les voies et réseaux

Un seul accès à la zone devra être aménagé sur l'avenue du général de Gaulle avec un système de bouclage intérieur avec un espace central facilitant la gestion des eaux pluviales sous forme de mails. Des accès futurs devront être réservés afin d'accéder à la gare SNCF. Une liaison douce devra être conservée et créée afin de pouvoir relier le centre-bourg par le sentier communal à la zone d'étude.

Programmation

Le projet devra se réaliser en une seule opération.

A.II.3.SCHEMA DE PRINCIPE D'AMENAGEMENT

Le schéma de principe d'aménagement retranscrit les grands principes des orientations particulières d'aménagement et d'urbanisme exposées ci-dessus.

SCHEMA DE PRINCIPE OAP Avenue du Général de Gaulle

RECEPTE

45 logements
 30 logements collectifs dont 15 logements sociaux
 15 maisons individuelles

Limite de zone (PLU)

Espace vert le long du ru du Bréon, à protéger sur 8 mètres de largeur

Principe d'espace vert avec gestion eaux pluviales

Principe de voie

Principe de liaison douce

Principe de place

Logements collectifs de type R+4

Sécurisation du carrefour



A.III. OAP 3 DE L'IMPASSE DU TILLEUL

A.III.1.CONTEXTE ET ENJEUX

La zone se situe en plein cœur de bourg sur une superficie de 2,13 hectares. La zone en cœur d'îlot entre les rues d'Ouceaux, rue de la Brèche aux Loups et la rue Olivier. Il s'agit d'une zone dans un contexte à la fois d'habitat pavillonnaire et d'habitat traditionnel.

Sur les rues, Olivier et d'Ouceaux, l'habitat qui domine est un habitat ancien, avec des parcelles ayant pignon sur rue, des largeurs assez faible pour une profondeur importante.

La zone d'étude se situe à environ 100 mètres de la Mairie et de la place. La présence de servitudes AC1 (Monument historique) devra être prise en compte dans l'aménagement.

A.III.2.ORIENTATIONS PARTICULIERES

Chaque OAP doit préciser les mesures prises pour assurer :

- 1- La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère,*
- 2- La mixité fonctionnelle et sociale,*
- 3- La qualité environnementale et prévention des risques,*
- 4- Les besoins en matière de stationnement,*
- 5- La desserte en transports en commun,*
- 6- La desserte des terrains par les voies et réseaux.*

Dispositions complémentaires au règlement.

La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère

Le projet prévoit la construction d'habitat individuel, les constructions principales doivent être implantées en retrait depuis la voie de façon à pouvoir accueillir du stationnement. L'emprise au sol ne pourra excéder 40% de la superficie de l'unité foncière de façon à conserver des îlots verts en fonds de jardins. La hauteur des constructions est fixée à 6 mètres maximum à l'égout du toit sans jamais dépasser 10 mètres au faîtage afin d'assurer une bonne insertion dans le contexte paysagé.

Il conviendra de préserver et/ou de renforcer la couture paysagère existante sur les limites Sud et Ouest de la zone de projet, de prendre en compte l'arbre à protéger.

La mixité fonctionnelle et sociale

La zone de l'OAP sera dédiée à l'implantation de logements individuels avec possibilité de bureau et de commerces. Il est prévu une réceptivité maximale de 30 logements avec une densité moyenne de 15 logements par hectare.

La qualité environnementale et prévention des risques

La zone de projet se situe sur un aléa faible de retrait gonflement des argiles. Il n'y a pas de zones humides avérées d'après le SAGE de l'Yerres. Cette zone ne présente aucun risque majeur, ni de contraintes environnementales majeures. Pour faciliter la gestion des eaux pluviales il est prévu la création d'espaces verts par gestion des eaux par rétention et infiltration sur les secteurs mentionnés au schéma de principe de l'OAP et le long des voies à créer.

Les besoins en matière de stationnement

Le règlement prévoit au minimum 2 places par logements, il sera réalisé en plus deux places de stationnement visiteur par tranche entamée de 3 logements. Le règlement de la zone UA complète les dispositions spécifiques notamment sur l'article 12.

La desserte en transports en commun

L'arrêt de bus le plus proche se situe sur la place de la mairie, arrêt « Mairie » à 100 mètres de la zone de projet. Il s'agit du réseau Transdev desservant les villes de LA HOUSAYE, MARLES EN BRIE ET LA GARE SNCF, ET LA COMMUNE DE LUMIGNY-LES-ORMAUX...

La desserte des terrains par les voies et réseaux

Un accès à la zone devra être aménagé sur l'impasse du Tilleul avec un bouclage dans une première phase puis lors de la seconde phase un débouché sur la rue de la Brèche aux loups. Des liaisons douces devront être conservées et créées afin d'apporter des accès piétons et par la même occasion une gestion des eaux pluviales.

Programmation

Le projet devra être réalisé en deux phases, une première phase avec la construction de 20 logements et une seconde phase avec la construction de 10 logements.

Planification

Cette OAP pourra être ouverte à l'urbanisation deux ans après la délivrance des autorisations d'aménagement ou de constructions en cas de permis de construire groupés de l'OAP « l'avenue du général de Gaulle ».

A.III.3.SCHEMA DE PRINCIPE D'AMENAGEMENT

Le schéma de principe d'aménagement retranscrit les grands principes des orientations particulières d'aménagement et d'urbanisme exposées ci-dessus.

SCHEMA DE PRINCIPLE OAP IMPASSE DU TILLEUL

Phase 2

Phase 1

RECEPTE

30 logements

20 logements en
première phase

10 logements
en seconde
phase

Limite de zone (PLU)

Couture paysagère

Protection d'un arbre

Principe d'espace vert avec
gestion eaux pluviales

Principe de voie

Principe de liaison douce à maintenir
et créer

Principe de place

Limite phasage



A.IV. OAP 4 DE LA RUE DE LA CROIX SAINT-PIERRE

A.IV.1.CONTEXTE ET ENJEUX

La zone se retrouve enclavée entre les rues de la Brèche aux Loups, la rue de la Croix Saint Pierre, et la rue des Vieilles Fermes sur une superficie de 0,8 hectare.

La zone est assez proche des commodités et se situe à 500 mètres de la Mairie. Il s'agit d'une zone dans un contexte pavillonnaire avec des degrés de densité d'opérations différents.

A.IV.2.ORIENTATIONS PARTICULIERES

Chaque OAP doit préciser les mesures prises pour assurer :

- 1- La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère,
- 2- La mixité fonctionnelle et sociale,
- 3- La qualité environnementale et prévention des risques,
- 4- Les besoins en matière de stationnement,
- 5- La desserte en transports en commun,
- 6- La desserte des terrains par les voies et réseaux.

Dispositions complémentaires au règlement.

La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère

Le projet prévoit la construction d'habitat individuel, les constructions doivent être implantées avec un retrait depuis la voie. Le règlement prévoit une emprise au sol ne pouvant excéder 40% de la superficie de l'unité foncière. La hauteur des constructions est fixée à 5 mètres maximum à l'égout du toit sans jamais dépasser 10 mètres au faîtage et doit respecter R+C.

La mixité fonctionnelle et sociale

La zone de l'OAP sera dédiée à l'implantation de 6 maisons individuelles avec possibilité de bureau et de commerces. Il est prévu une densité moyenne de 8 logements par hectare.

La qualité environnementale et prévention des risques

La zone de projet se situe sur un aléa faible de retrait gonflement des argiles. Il n'y a pas de zones humides avérées d'après le SAGE de l'Yerres.

Il est prévu la protection d'un boisement de façon à conserver le caractère naturel de la zone d'étude.

Cette zone ne présente aucun risque majeur, ni de contraintes environnementales majeures. Pour gérer les eaux pluviales il est prévu la création d'espace vert avec gestion des eaux par infiltration.

Les besoins en matière de stationnement

Le règlement prévoit au minimum 2 places par logements, il sera réalisé en plus deux places de stationnement visiteur par tranche entamée de 3 logements. Le règlement de la zone UB complète les dispositions spécifiques notamment sur l'article 12.

La desserte en transports en commun

L'arrêt de bus le plus proche se situe sur la place de la mairie, arrêt « Mairie » à 500 mètres de la zone de projet. Il s'agit du réseau Transdev ligne 33 desservant la ville de LA HOUSSE, MARLES EN BRIE ET LA GARE SNCF, ET LA COMMUNE DE LUMIGNY-LES-ORMAUX...

La desserte des terrains par les voies et réseaux

Deux accès à la zone devront être aménagés sur la rue de la Brèche aux Loups et sur la rue de la Croix Saint Pierre. Des liaisons douces devront être conservées et créées sur la partie Est de la zone.

Programmation

Le projet devra se réaliser en une seule opération.

Planification

Cette OAP pourra être ouverte à l'urbanisation après la délivrance des autorisations d'aménagement ou de constructions en cas de permis de construire groupés de l'OAP « de l'impasse du Tilleul » après la phase 2.

A.IV.3.SCHEMA DE PRINCIPE D'AMENAGEMENT

Le schéma de principe d'aménagement retranscrit les grands principes des orientations particulières d'aménagement et d'urbanisme exposées ci-dessus.

SCHEMA DE PRINCIPLE OAP RUE DE LA CROIX SAINT PIERRE

RECEPTIVITE
6 logements

- Limite de zone (PLU)
- Protection de l'espace vert
- Principe d'espace vert avec gestion eaux pluviales
- Principe de voie
- Principe de liaison douce





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES POUR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 26 mars 2025

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

L'état des risques est obligatoire à la première visite.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.georisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

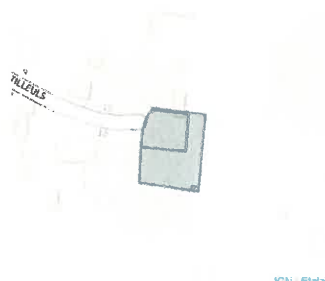
Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

77610 MARLES-EN-BRIE

Code parcelle :

000-C-857, 000-C-856, 000-C-855



Parcelle(s) : 000-C-857, 000-C-856, 000-C-855, 77610 MARLES-EN-BRIE

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE À LA SUITE D'UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☐ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur



Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : A L'ADRESSE SAISIE, LES RISQUES SUIVANTS EXISTENT MAIS NE FONT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL



ARGILE : 0/3

-  1 : Exposition faible
-  2 : Exposition moyenne
-  3 : Exposition fort

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition nulle : aucune présence de sols argileux n'a été identifiée selon les cartes géologiques actuelles. Toutefois il peut y avoir des poches ponctuelles de sols argileux.

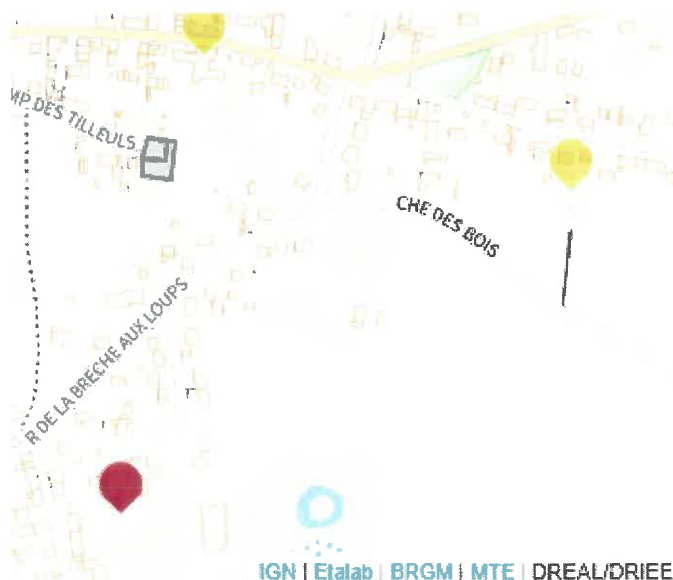


POLLUTION DES SOLS (500 m)

Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

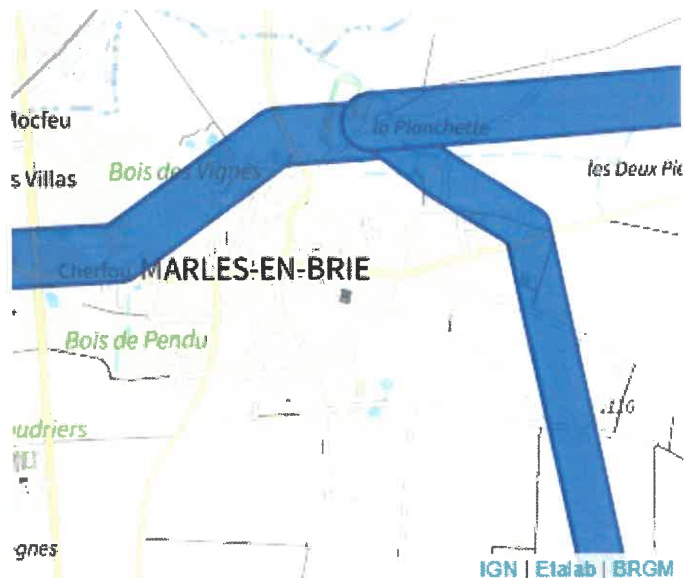
- 2 site(s) référencé(s) dans l'inventaire des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- 2 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).





CANALISATIONS TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES

Une canalisation de matières dangereuses (gaz naturel, produits pétroliers ou chimiques) est située dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Il convient de rechercher une information plus précise en se rendant en mairie.



ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 3

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
NOR19830516	01/04/1983	28/04/1983	16/05/1983	18/05/1983

Mouvement de Terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement

Nom du site	Fiche détaillée
TPSE (chez PRIMARD)	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006517057
TOM TOM BENNES (chez PRIMARD)	https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0006524144

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée
Imprimerie	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3873412
Fabrication et réparation d'équipements électriques ou électroniques	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP3875042

Etat des nuisances sonores aériennes

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être **annexé** à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° **NEANT** du mis à jour le | |
Adresse de l'immeuble code postal ou Insee commune
Impasse du Tilleul 77 610 MARLES EN BRIE

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB ¹ oui non X
révisé approuvé date | |

¹ Si oui, nom de l'aérodrome :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation ² oui non
² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB ¹ oui non
révisé approuvé | | date | |

¹ Si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :
zone A¹ zone B² zone C³ zone D⁴
forte forte modérée

¹ (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 celle et 62)

³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisi entre 57 et 55)

⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quater viciés A du code général des impôts. (et sous réserve des dispositions de l'article L. 112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prisent en compte

Le plan d'exposition au bruit est consultable sur le site Internet du Géoportail de l'institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N) à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/>

Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de
peut être consulté à la mairie de la commune de
où est sis l'immeuble.

vendeur / bailleur

date / lieu

acquéreur / locataire

SAS PEROSA MANFREDI

26/03/2025/ TOURNAN EN BRIE

TJ CRETEIL

GEOALLIANCE -
M. Loïc ZETTOR géomètre-expert d.p.l.g.
membre de l'ordre n°6886

information sur les nuisances sonores aériennes
pour en savoir plus consultez le site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/>